

rie cadres 2

CHOISIR POUR L'AVENIR

D'autres modes de vie et
de développement



Programme des Nations Unies pour l'environnement

CHOISIR POUR L'AVENIR

SERIE CADRES

- 1 Sauvegarde
Les textes fondamentaux sur
l'environnement
Founex · Stockholm · Cocoyoc
- 2 Choisir pour l'avenir
d'autres modes de vie et
de développement

CHOISIR POUR L'AVENIR

D'autres modes de vie et
de développement



Programme des Nations Unies pour l'environnement
Nairobi · 1982

Dev
Ecom/327

UNEP
UNEP/327

UNEP
UNEP/327

Programme des Nations Unies pour l'environnement
PO Box 30552, Nairobi (Kenya)

Copyright © PNUE 1982
La reproduction en tout ou partie du présent document est autorisée, sous réserve d'envoyer au PNUE deux exemplaires de toute publication contenant des citations du présent ouvrage.
Première édition 1982
ISBN 92 807 2024 4
Imprimé par Aftopress Ltd.
PO Box 30502, Nairobi (Kenya)

Table des matières

Avant-propos	vii
Préface	ix
1 Environnement et développement : fondement théorique	3
2 Différences et similitudes entre les régions : les cinq séminaires régionaux	7
3 Perspectives d'avenir pour l'environnement et le développement	16
4 Vers d'autres modes de développement	26
5 Modalités et recommandations relatives à la planification	31
Annexes	37
1 Recommandations relatives aux mesures de politique générale	39
2 Participants	42
3 Séminaires de remplacement sur les modes de vie et de développement	44
Séminaire pour la région africaine	44
Séminaire pour la région de l'Asie et du Pacifique	51
Séminaire pour la région latino-américaine	59
Séminaire pour la région européenne	67
Séminaire pour la région de l'Asie occidentale	78

Avant-propos

La nécessité de trouver des solutions à long terme aux problèmes qui préoccupent le monde entier et à ceux du développement n'a jamais été aussi critique et poignante qu'à présent. Au cours des dernières années, beaucoup de désenchantement a été ressenti aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement à l'endroit des modes de croissance adoptés et de la qualité de la vie en tant que telle. En dépit du fait que les réalisations économiques, mesurées sous forme de produit intérieur brut, ont frisé dans de nombreux pays en développement la cible de croissance envisagée au cours des décennies antérieures de développement, peu de progrès ont été réalisés dans des domaines cruciaux qui contribuent au bien de l'ensemble aux échelons nationaux et internationaux. Nous continuons à être affrontés au problème d'une démographie galopante, aggravée à présent par la stagnation de la croissance économique dans les pays développés, l'épuisement des ressources naturelles, l'inflation généralisée, la dépression consécutive du commerce mondial et une dégradation marquée de l'environnement du globe.

Les modes de vie et de développement ne peuvent être uniformes pour tous les pays ni même pour une seule région. Il existe différentes conjonctures et il est nécessaire de recourir pour celles-ci à une diversité de méthodes. Ce qui importe, ce n'est pas seulement la nécessité de cette diversité, mais le discernement de la base rationnelle et durable du choix final. Il est évident que les choix rationnels doivent surgir d'un processus d'harmonisation des aspirations sociales, en particulier, des politiques et des facteurs économiques avec les buts et les objectifs concernant l'environnement. La société et la nature constituent une synthèse. Le développement économique consiste essentiellement en une conversion des ressources naturelles en avoirs productifs qui, à leur tour, devraient rehausser la qualité de

la vie des populations. C'est ainsi qu'un développement durable dépend d'une base de ressources durable.

Ce deuxième volume de la "série cadre" centre l'attention sur la nécessité d'examiner, d'évaluer et de finalement sélectionner des modes de vie et de développement appropriés. Il tente de mettre en évidence les questions les plus importantes et de fournir un ensemble de recommandations à inclure dans la nouvelle stratégie internationale du développement pour les années 80 et au-delà.

M. K. Tolba

Directeur exécutif du PNUE

Préface

En coopération avec les Commissions économiques régionales de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a organisé au cours de 1979-80 une série de séminaires :

Séminaire régional en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique—mars 1979;

Séminaire régional en coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique—août 1979;

Séminaire régional en coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine—novembre 1979;

Séminaire régional en coopération avec la Commission économique pour l'Europe—décembre 1979;

Séminaire régional en coopération avec la Commission économique pour l'Asie occidentale—janvier 1980.

Ces séminaires régionaux ont en général centré leur attention sur d'autres modes de vie et de développement adaptés à chaque région en vue d'une contribution à la formulation de principes pour la troisième décennie du développement de l'ONU. A cette fin, ils ont fourni des données empiriques et des points de vue directifs et ont préparé le terrain pour d'autres études, dialogues et efforts concrets dans chaque région. Au cours du travail préparatoire, on s'est rendu compte que *a*) chaque région connaît ses propres problèmes spécifiques et *b*) la communauté internationale dans son ensemble est confrontée à une problématique nouvelle, sans précédent, qu'il est devenu de plus en plus difficile de résoudre au moyen des approches traditionnelles et des institutions existantes. Mais il y a encore lieu d'entreprendre l'analyse, la planification et la prévision intégrées dans les principaux domaines de préoccupation sociale.

Il était prévu que les séminaires insistent sur trois aspects essentiels des stratégies de développement et des modes de vie :

primo, qu'il doivent être conçus et édifiés sur une base de participation populaire; secundo, qu'ils mettent en évidence la nécessité de prendre du champ par rapport à l'asservissement aux modes de consommation imitatifs importés; tertio, et en conséquence, qu'ils servent à rappeler aux pays riches et industrialisés qu'ils doivent, eux aussi, examiner et évaluer leurs propres modes de vie et de développement.

En l'occurrence, les séminaires régionaux ont clairement montré que, pour aboutir à des conclusions significatives au sujet des modes de vie et de développement de substitution, il faut centrer son attention sur un large éventail de questions en relations réciproques: les options technologiques et la disponibilité de ressources, les modes de développement rural, y compris en particulier les systèmes alimentaires et la gestion des ressources renouvelables, les scénarios de développement urbain, y compris les structures de transport, et, par-dessus tout, les questions qui ont trait aux aspects institutionnels de la gestion et de la participation à la planification.

Les conclusions auxquelles sont parvenus les différents séminaires, ainsi que quelques-uns des documents les plus fondamentaux rédigés à leur intention, ont été examinées au PNUE en coopération avec M. Stirling Brubaker des *Resources for the Future, Inc.*, Washington D.C., et de M. O. Sunkel de la Commission économique pour l'Amérique latine. Ils ont collaboré à l'élaboration d'un document de synthèse qui constitue la base du présent rapport. Ce document fut, à son tour, examiné par les Secrétaires exécutifs des Commissions économiques régionales et d'autres personnalités et experts de niveau élevé qui se sont réunis à Nairobi en mars 1980 à l'invitation du Directeur exécutif du PNUE. Les recommandations faites par la Réunion interrégionale au Comité préparatoire de la nouvelle stratégie internationale du développement figurent en annexe I de ce rapport.

Yusuf J. Ahmad

Sous-Directeur exécutif par intérim du PNUE

Nairobi

août 1980

CHOISIR POUR
L'AVENIR



Environnement et développement : fondement théorique

La poursuite d'un développement économique et social pour une population en croissance exige une utilisation toujours plus poussée des ressources naturelles et de l'environnement. Le monde biophysique sert à la société de système biologique qui sous-tend la vie et fournit l'espace, un flux de matières et d'énergie et un milieu pour l'évacuation des déchets. Comme la société est susceptible aussi bien d'altérer que de renforcer ces fonctions de l'environnement et, par conséquent, de constituer aussi bien une contrainte qu'un potentiel pour la réalisation des objectifs fondamentaux du développement, il est essentiel qu'il soit explicitement et pleinement tenu compte dans la nouvelle stratégie internationale du développement pour les années 80 des relations de dépendance mutuelle entre le développement et l'environnement.

Si l'homme a toujours été soumis aux limites que lui impose la nature, ses progrès technologiques lui ont toujours permis jusqu'à présent de repousser constamment ces limites; en conséquence, les relations entre les modes de vie, les ressources et l'environnement sont complexes et malléables. A tout stade du développement, il est possible de discerner certaines caractéristiques parmi ces éléments (comme le démontrent les travaux des séminaires régionaux des Nations Unies), même si ces caractéristiques ne semblent pas inévitables. Les progrès du développement ouvrent des possibilités de changer les modes de vie, ainsi que les ressources qui leur sont associées, et leurs conséquences inévitables sur l'environnement. Les différentes options devraient être pleinement prises en considération par les responsables à tous les niveaux.

En raison des niveaux élevés de production et de consommation, encore croissants, dans les pays développés, ainsi que de l'évolution particulière de leur technologie et de leurs modes de vie, il se produit

une hausse rapide de la demande en matières premières et en énergie avec, en de nombreux cas, une dépendance croissante à l'égard des importations provenant du tiers monde. Les pays développés ont commencé à accuser un processus de plus en plus grave de dégradation de l'environnement exerçant des effets négatifs sur la qualité de la vie; on s'inquiète également des plus importantes conséquences de leurs modes de production et de consommation sur les communs mondiaux, car elles menacent sérieusement la biosphère. Ces menaces pour l'environnement et les conditions de vie ne se limitent pas à l'espace délimité par les frontières nationales mais se sont répandues dans d'autres pays, développés aussi bien qu'en développement, ainsi que dans l'ensemble du monde.

En ce qui concerne la disponibilité des ressources naturelles, la dépendance des pays développés vis-à-vis de la plupart des matières premières fournies de l'étranger a connu un accroissement rapide. C'est ainsi que les pays développés sont devenus consommateurs d'une part énorme des ressources connues en minéraux et en pétrole du tiers monde, et qu'une portion considérable de la superficie émergée dans de nombreux pays en développement est consacrée aux cultures d'exportation. A cet égard, il est possible de considérer les pratiques, les techniques et les investissements des sociétés transnationales dans leurs rapports avec les industries à base de ressources des pays en développement comme un élément important de la problématique environnement-développement de ces derniers.

Les exportations de ressources naturelles constituent un pourcentage important du produit des exportations de la plupart des pays en développement et fournissent la principale source à long terme du financement de leurs importations de biens manufacturés et de services. Comme les pays en développement manquent, dans une mesure variant de l'un à l'autre, du développement industriel en général et, en particulier, d'industries de biens d'équipement et de capacités scientifique et technique, leurs activités d'exportation à base de ressources naturelles représentent leur potentiel d'acquisition de ces biens et des services. Tous les facteurs qui conditionnent le niveau et la stabilité du produit des exportations sont, en conséquence, d'importance capitale pour ces pays; leur utilisation même, en tant que source d'accumulation du capital et de développement scientifique et technique, dépend de l'allocation judicieuse des revenus d'exportation.

L'importation de biens d'équipement et de consommation, intermédiaires ou non, et des services en provenance des pays développés et l'acquisition correspondante de technologie, de savoir-faire, de formes d'organisation, de valeurs et de formes culturelles qui l'accompagnent ont constitué des pierres d'achoppement dans le processus de transformation des modes de consommation et d'éducation, de changement du milieu rural, dans la création de nouveaux systèmes de transport, de communication, de commercialisation et de financement, dans l'industrialisation, etc.—tout cet ensemble grâce auquel se produit le processus du développement.

Les modes de vie et de développement actuels et en évolution continue des pays développés, y compris leurs structures socio-culturelles et économiques, sont en train d'être reproduits dans les pays en développement. Comme leur dynamisme se fonde sur une innovation technologique intensive, ainsi que sur la manipulation et la stimulation de la consommation, et se caractérise, entre autres choses, par une haute intensité de capital et d'énergie (pétrole), le secteur domestique moderne, que l'on peut qualifier de "transnational", doit s'appuyer sur un flux continu d'importations matérielles et culturelles pour son fonctionnement, son entretien et son expansion, tout en employant un relativement petit nombre de personnes.

Etant donné la pénurie relative de capital (excepté pour les pays de l'OPEP), le taux élevé de croissance démographique, ainsi que la stagnation, la dislocation et la substitution des activités à petite échelle et des services de type paysan, artisanal et autres du genre traditionnel par le secteur "transnational" en expansion, le chômage et le sous-emploi ont tendance à être élevés et à s'accroître; l'inégalité des revenus et la pauvreté persistent en dépit bien souvent des taux de croissance économique plutôt intensifs et du processus global de modernisation. Au lieu de "filtrer" à travers les couches sociales et de faciliter la démocratisation des sociétés en développement, la croissance économique sert souvent à accentuer la polarisation économique et socio-politique.

Dans les pays en développement, il existe essentiellement trois sortes de pression sur les ressources et l'environnement provenant du type de processus de développement qui vient d'être décrit:

- a) celles que l'on peut attribuer à la croissance et à l'extension des activités d'exportation de produits primaires avec leurs effets d'épuisement des ressources naturelles non renouve-

lables les mieux situées et de la meilleure qualité, et à la détérioration des ressources renouvelables telles que les forêts, les ressources de la mer et les terres agricoles;

- b) celles qui sont en rapport avec les processus de "modernisation" de l'agriculture et d'autres activités, y compris surtout l'industrialisation, les transports et l'urbanisation, et la reproduction correspondante des modes de vie et de développement des pays développés avec leurs conséquences notoires sur l'environnement rural et urbain;
- c) celles qui sont engendrées par les pressions supplémentaires qu'exerce sur des terres rurales et urbaines de plus en plus rares ainsi que sur les possibilités d'emploi le déplacement d'un nombre croissant de pauvres provenant des milieux rural et urbain avec pour corollaire, la destruction des sols et le défrichage des forêts dans les zones rurales, ainsi que la pollution et la contamination des terres et de l'eau qui exercent des effets défavorables sur la santé dans les zones de taudis urbains.

L'aggravation de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement des ressources qui résulte de l'activité humaine est due à l'accroissement géographique et à celui de la production et de la consommation par tête. Elle provient également de la technique spécifique de production et du mode particulier de consommation en usage. Dans de nombreuses régions du monde, tous ces facteurs peuvent être mis en rapport avec les problèmes d'extrême pauvreté. La pauvreté provoque directement une baisse généralisée de la qualité de la vie et contraint ses victimes à adopter des pratiques destructrices tout en les laissant démunies des moyens de venir à bout des conséquences qui en résultent. Cependant l'abondance entraîne aussi des conséquences. On s'accorde en général pour dire que les ressources et l'environnement sont soumis à un fardeau beaucoup plus lourd dans les sociétés à haute consommation et que ce fardeau est encore aggravé par la technologie de pointe qui engendre ou utilise des matériaux exotiques, nuisibles à la santé et à l'environnement.

Différences et similitudes entre les régions : les cinq séminaires régionaux

Au cours de 1979 et 1980, cinq séminaires régionaux ont été organisés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de concert avec les Commissions économiques régionales de l'ONU afin d'examiner d'autres modes de vie et de développement. Bien qu'il y ait des différences d'approche et de raisonnement d'une région à l'autre, il se manifeste également une identité de vues remarquable au sujet des problèmes et des options disponibles.

Le rapport du séminaire africain, organisé en coopération avec la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, énumère un certain nombre de problèmes spécifiques qui caractérisent la région africaine, notamment, les écarts considérables dans la répartition des revenus et des modes de consommation entre les riches et les pauvres, la propagation de maladies endémiques, tels le paludisme et la schistosomiase, le délaissement relatif de l'agriculture et, en particulier, de la production alimentaire, l'accès limité aux terres et la perte de terres à culture, l'urbanisation rapide, les conséquences ambivalentes de la construction à grande échelle de barrages et de projets d'irrigation, la désertification, le déboisement dû surtout au commerce international du bois d'oeuvre, la détérioration de la qualité de l'environnement dans les établissements humains. Ces problèmes surviennent de l'état de dépendance à l'égard de l'extérieur concernant l'utilisation des ressources, dépendance occasionnée par l'importation de la technologie et des pratiques socio-culturelles des pays industrialisés. Il est estimé que la situation provient d'un manque de contrôle à l'égard surtout des sociétés transnationales et explique la division du marché domestique "en un marché à l'intention des faibles revenus et un autre pour les revenus élevés, ce dernier étant lié organiquement au marché des pays développés qui se caractérise par la publicité, la fragmentation tech-

nologique et la création de pseudo-besoins". L'élément le plus troublant, estime-t-on, est le fait que certaines régions de l'Afrique seront vraisemblablement affrontées dans les années à venir à de sérieuses pénuries alimentaires; et dans ces régions condamnées à souffrir de la sous-alimentation au cours d'une longue période à venir, des répercussions s'exerceront sur la santé et la productivité de leur population. Néanmoins l'Afrique dispose de riches ressources en minéraux et en eau, de grandes étendues de terres arables et d'un rapport homme-terre peu élevé qui lui laissent un certain degré de latitude. Comme le développement ne fait que commencer dans certains pays d'Afrique, il y a une possibilité de repenser l'orientation qu'ils sont susceptibles d'adopter.

En ce qui concerne l'Asie et le Pacifique, la plupart des thèmes sont les mêmes mais l'accent est quelque peu déplacé. Le fait prédominant pour cette région est la forte densité de population vivant, souvent dans une extrême pauvreté, sur une superficie très limitée. Ceci convainc de la nécessité d'un développement "ajusté de près" afin de faire l'usage le plus judicieux possible de ressources limitées. Il se manifeste un certain pessimisme, bien qu'il soit soutenu que la dégradation n'est pas inévitable si l'on peut modifier les comportements du passé pour en faire des modes de production et de consommation moins destructeurs et assurer plus de justice. On fait porter la responsabilité de nombreux problèmes environnementaux à la pauvreté et à l'inégalité qui contraignent à des utilisations à court terme des ressources, utilisations susceptibles d'accélérer le tarissement de ces ressources à l'avenir. On considère que la dynamique la plus inexorable est constituée par la croissance démographique provenant des taux de naissance élevés. Il en résulte l'aggravation des pénuries alimentaires et une pression considérable sur les terres, conjuguée, par ailleurs de l'érosion et de la perte de terres dues à l'expansion des centres urbains, sans compter le chômage qui croît à toute vitesse.

Lors du séminaire, organisé en coopération avec la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), il y eut une insistance particulière sur la croissance des revenus et de l'emploi, sur l'amélioration de la répartition des revenus et sur un accès plus équitable des pauvres aux ressources, et plus spécialement aux terres, en tant que premières démarches en vue d'accroître la productivité. Il a été suggéré que la voie à suivre pour atteindre ces objectifs est celle d'une autosuffisance accrue, d'une sujétion aux

moyens endogènes et de transformations structurelles qui tiennent compte à tous les stades de la viabilité. On convient qu'il faut réduire les taux de naissance et on exprime l'espoir d'y parvenir grâce à l'éducation, l'encouragement et l'augmentation des revenus. Par ailleurs, des doutes ont été exprimés quant au bien-fondé de laisser le marché commander aux modes de consommation et de production, car il est à craindre un gauchissement des résultats en faveur des éléments les plus riches de la société. Conscients de la pénurie des ressources, les participants du séminaire ont prêté une attention considérable au développement articulé sur des besoins aussi fondamentaux que l'alimentation en eau et l'assainissement, ainsi qu'à la possibilité de fixer des limites supérieures à la consommation de certaines ressources.

La gestion des terres et de l'eau en Asie a fait l'objet de beaucoup d'attention. Il a été exprimé à maintes reprises de l'intérêt pour le développement intégré afin d'assurer la prise en compte des considérations écologiques dans la planification et le maximum d'avantages sociaux retirés des investissements dans ce domaine. Il a été souligné que l'utilisation judicieuse des engrais et des pesticides chimiques exige qu'elle soit combinée avec des méthodes non chimiques pour éviter que les terres à culture intensive de l'Asie ne soient surchargées.

Peu de pays asiatiques sont bien approvisionnés en ressources énergétiques. Les alimentations en bois de chauffage sont en train de s'épuiser en raison, pour une large part, de l'abattage commercial. Ne disposant pas des ressources financières pour l'acquisition d'une énergie commerciale, les pays asiatiques se voient dans la nécessité de se développer d'une manière qui soit à moindre intensité d'énergie. Ils considèrent aussi qu'il est possible de mobiliser les ressources endogènes telles que le bois de chauffage, le gaz de fermentation, l'énergie solaire, l'énergie éolienne et de petites installations d'hydroélectricité pour les substituer au pétrole.

L'industrialisation rapide est considérée comme un impératif dans la lutte contre la pauvreté. Si le mode peut en varier d'un pays à l'autre, la planification doit nécessairement englober l'élément ressources. On a estimé que des installations à plus petite échelle, qui permettent la dispersion de l'industrie, sont viables en bien des cas. Aucun modèle, que ce soit celui du Japon, de la Chine ou de Sri Lanka, ne peut servir à toutes les situations. Il est convenu qu'il faut

accroître l'agriculture en la diversifiant parallèlement avec l'industrie.

La conjoncture internationale constitue un facteur important pour l'Asie. Les pays plus riches d'autres continents renchérissent sur les économies asiatiques pour l'acquisition des ressources. Les Asiatiques accusent les sociétés transnationales d'endommager leur environnement et de divertir la production en vue de l'exportation, mais ils se lamentent également du fait que les marchés de l'exportation pour leurs produits sont restreints par les réglementations environnementales de certains pays développés. Ils expriment leur ressentiment à l'égard des tentatives de l'extérieur d'influencer leurs propres politiques environnementales. Finalement, ils soulignent leur besoin d'une assistance internationale qui soutienne leurs plans de développement.

En Amérique latine, le développement économique a progressé davantage, mais la prise de conscience à l'égard de l'environnement ne se reflète pas encore vraiment dans la politique suivie. Du fait que leur développement ait été modelé sur le style occidental, les pays latins sont devenus en grande partie tributaires de l'énergie commerciale et ceux qui ne disposent pas de ressources domestiques d'hydrocarbures sont sévèrement pénalisés sur le marché actuel. Les problèmes de la croissance rapide d'immenses centres urbains sévissent dans nombreux de ces pays; pratiquement tous manifestent de grandes inégalités dans les revenus avec tout ce que cela entraîne de problèmes sociaux et économiques. En dépit d'une croissance démographique très rapide, la disponibilité des terres et des ressources en Amérique latine fournit une marge de sécurité supérieure à celle de l'Asie.

Le style de développement latino-américain est "transnational-capitaliste" caractérisé par une grande mobilité du capital et par une technologie, des modèles culturels et des modes de consommation homogènes. Avec leurs économies construites en partie sur du pétrole abondant et bon marché—tout comme dans les pays développés—, ces pays sont à présent affrontés à des ajustements essentiels sans disposer des ressources financières ou techniques qui facilitent cet effort dans les pays plus avancés. Ce mode de développement a favorisé une répartition géographique déséquilibrée des activités. Il avait été présumé que les ressources existaient en abondance et cette insouciance a exclu la prise en considération de l'environnement. Éprouvant des difficultés auxquelles les pays plus avancés ont

déjà été confrontés, les pays latino-américains s'aperçoivent à présent que cette conception n'est pas viable pour l'avenir. Les latino-américains acceptent maintenant la nécessité d'insérer dans leur planification les considérations relatives aux ressources et à l'environnement en reconnaissant les limites et les contraintes que ces considérations imposent et la manière dont elles influent sur les processus sociaux.

L'agriculture demeure en Amérique latine un secteur aux difficultés multiples. Les terres autrefois sous-utilisées dans les latifundia patronaux sont en train de se convertir rapidement à l'agriculture commerciale moderne. Cette évolution a pour résultat d'évincer une bonne part de la main-d'oeuvre et de favoriser une utilisation plus intensive des produits chimiques agricoles. Les cultivateurs paysans, privés de travail sur les grandes fermes, sont obligés de s'acharner davantage sur leurs petites exploitations et d'empiéter sur des terrains en pente et des terres forestières. Dans les régions arides comme dans les régions tropicales, l'expansion se produit sans que soient bien saisies les exigences écologiques de la culture de ces terres.

L'industrie en Amérique latine est considérée comme étant essentiellement une imitation de la technologie occidentale, par trop concentrée dans les centres importants. On tente de répartir en d'autres endroits, d'expérimenter une technologie et une échelle de production qui le permettent et d'incorporer des mesures de réduction de la pollution. Il serait possible de mettre l'industrie en relation plus étroite avec la base des ressources; quant à celles-ci, elles devraient être identifiées et pleinement mises en valeur. En ce qui concerne l'énergie, il est nécessaire de développer les sources classiques, d'examiner la possibilité de variantes et de concevoir une structure à moindre intensivité d'énergie si l'on veut que l'industrie latino-américaine soit indépendante et viable.

Les problèmes des gigantesques concentrations urbaines revêtent des formes extrêmes en Amérique latine. Le contrôle administratif et les services publics se heurtent à de grandes difficultés; la plupart des cités se caractérisent par la création non réglementée de grands ensembles. Il paraît essentiel que soit exercé un contrôle plus strict sur la conversion des terres à un usage urbain afin de permettre une meilleure planification des services et une réduction de la spéculation. Il est urgent de promouvoir les services des transports et de la santé.

On a insisté spécialement sur les problèmes particuliers que connaissent les pays antillais en raison de leur petite taille, du fait qu'ils constituent des écosystèmes insulaires et à cause de l'exploitation intensive et de la forte pollution auxquelles sont soumises les mers des Antilles.

En Asie occidentale, les problèmes sont sensiblement différents. Un certain nombre de pays sont producteurs de pétrole et, en conséquence, disposent d'importantes ressources financières. Par contre, ils manquent de personnel qualifié. Le développement édifié sur le pétrole a souvent fait sortir la main-d'oeuvre qualifiée des centres de population pour l'attirer dans les villes du Golfe, ce qui exerce une influence de plus en plus étendue dans l'ensemble de la région. L'influx de techniciens et d'hommes d'affaires occidentaux a introduit des modes de comportement en conflit avec les traditions locales. Les déplacements démographiques et le choc culturel dus à la production du pétrole constituent des problèmes importants pour la région et la demande extérieure de pétrole menace le maintien des modes de vie appréciés par la tradition locale.

Le rythme élevé de l'extraction du pétrole et la pollution qui résulte de son traitement font subir à de nombreux pays arabes des niveaux de pollution qu'on associe à une industrialisation plus avancée. On s'est inquiété de l'épuisement des réserves de pétrole et de la grande pénurie d'autres ressources naturelles pour le soutien du développement à l'avenir.

On a estimé que les pays de la région sont de plus en plus préoccupés par leur déficit croissant en produits alimentaires. La croissance démographique et celle des revenus ont créé une augmentation de la demande et la production n'a pas suivi. Une bonne partie de la région est à court d'eau et le développement des approvisionnements disponibles exige souvent la coopération internationale. Il semble cependant qu'il y ait une tendance vers une répartition moins inégale des terres et vers l'utilisation de facteurs de production agricole plus modernes.

D'autres problèmes tels que l'urbanisation rapide et la répartition inégale des revenus sont les mêmes qu'ailleurs. Toutefois les fonds provenant de la vente des hydrocarbures ont allégé les difficultés pour de nombreux pays, tout comme les prix du pétrole les ont exacerbés pour d'autres. Là où ces fonds ne sont pas disponibles, comme en Turquie, les problèmes sociaux et urbains ont revêtu un caractère intense,

Le séminaire, organisé avec la coopération de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe (CEE), a reflété les différences sensibles de situations sociales, économiques et politiques des pays de la région, ainsi que les conflits entre courants intellectuels qui se produisent au sein de ces pays. On s'est accordé pour reconnaître l'impact de l'Occident sur le reste du monde, que ce soit dans l'utilisation des ressources, les conséquences pour l'environnement ou l'influence qu'il exerce sur les modes de développement et les caractéristiques culturelles. De plus, il y avait une certaine volonté de considérer ces questions du point de vue des pays en développement. Pour ce qui concerne les problèmes de la région, la plupart des discussions ont été centrées sur les variantes énergétiques et les techniques de lutte contre la pollution, accompagnées d'appels en faveur de modifications dans les styles de vie afin de parvenir à des modes de consommation à moindre intensivité d'énergie et de matières. Ces appels cependant ont été empreints d'un certain optimisme au sujet de la possibilité de trouver des solutions aux problèmes des ressources et de l'environnement.

On a beaucoup traité aussi du développement et de la responsabilité internationale. Des doutes ont été exprimés au sujet de la possibilité des pays en développement de parvenir à un niveau de développement équivalent à celui de l'Europe en raison de l'insuffisance de leurs ressources; on a estimé que l'Occident devrait réduire sa consommation matérielle afin d'éviter la préemption d'une part excessive des ressources mondiales. Cependant on a également exprimé le point de vue selon lequel la technologie peut être utilisée pour réduire la dépendance de la région de la CEE à l'égard des pays en développement pour ce qui concerne les ressources; mais on s'est inquiété des possibilités d'emploi dans ces pays au cas où cela se produirait.

L'une des principales préoccupations qui s'est maintenue tout au long des débats a concerné la vulnérabilité croissante des sociétés développées par rapport à trois facteurs: la pénurie des ressources, notamment du pétrole, l'accroissement de la centralisation engendrée par les changements technologiques et la substitution aux écosystèmes naturels complexes d'autres écosystèmes artificiels, plus simples et spécialisés.

Il a été suggéré à plusieurs reprises que la qualité de la vie ne pouvait être définie en fonction de la quantité des biens matériels disponibles, mais les participants du séminaire n'ont pas voulu aller

de l'avant dans la définition d'un modèle non matérialiste. Ils ont souvent défendu des propositions de variantes dans le domaine des transports, de la planification urbaine ou de l'énergie en soutenant que ces variantes permettent de réaliser des économies dans l'utilisation des ressources sans pour autant réduire de façon sensible les services assurés par cette utilisation.

La préoccupation au sujet de l'énergie s'est maintenue tout au long du séminaire et s'est manifestée dans des débats au sujet du développement urbain, des transports et de l'agriculture. On a convenu de la nécessité d'une conservation à court terme de l'énergie et de changements dans les modes de consommation urbaine qui permettrait une conservation à long terme. En particulier, on a approuvé l'idée de renverser le courant universel de villes qui s'étalent en quartiers éparpillés loin du centre, courant encouragé par la multiplication des véhicules privés dans les villes, en faveur d'une typologie plus concentrée qui utilise les transports publics, même si l'on s'attend à ce que les voitures continuent à jouer un rôle important. Tout le monde a gardé à l'esprit le développement à long terme d'autres sources énergétiques, mais on n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur un calendrier d'exploitation de l'énergie solaire ni sur l'admissibilité de l'énergie nucléaire.

Un autre thème a concerné la nécessité de conserver les terres. Dans le cas de l'agriculture, cela implique des mesures de conservation des sols et la préservation des terres agricoles menacées par l'extension urbaine. On a considéré que, pour les cités, l'objectif d'un développement plus concentré est compatible avec cette nécessité. C'est pourquoi il a été prêté grande attention à l'importance de la revitalisation et de la restauration des noyaux urbains non seulement afin de faire le meilleur usage possible des terres mais aussi en raison des valeurs culturelles à préserver.

L'étude des problèmes soulevés dans les divers séminaires permet certaines conclusions générales concernant leur nature, les différences entre régions et le potentiel que possède chacune des régions d'acquiescer d'autres styles de vie qui conviennent mieux du point de vue social et environnemental. L'énumération des problèmes ne reflète, bien sûr, que la perception de leur importance relative et non pas peut-être leur réelle importance en raison du peu de témoignages dont on dispose et de la difficulté d'évaluer ceux-ci. C'est pourquoi le fait qu'un problème particulier n'ait pas été mentionné ou qu'il ne lui ait pas été attribué d'importance dans un séminaire

régional particulier ne signifie pas nécessairement qu'il n'existe pas ou qu'il ne devrait pas constituer une préoccupation importante au sein de la région.

Dans tous les séminaires, mais particulièrement dans le cas de celui du PNUE/CEE, se pose la question du degré de représentativité de leurs pensées par rapport à celles de leurs régions respectives. Le processus de sélection pour la participation au séminaire favorisait inévitablement ceux qui étaient les plus "préoccupés" au sujet des problèmes à débattre, au détriment relatif des autres experts qui auraient pu défendre un point de vue plus rassurant. Il est frappant que le secteur privé qui, en Occident, est le premier responsable de la mise au point de techniques de réduction de la pollution et des innovations dans l'approvisionnement en ressources, n'était pratiquement pas représenté. De la même façon, la sympathie qu'ont exprimée les participants des séminaires à l'égard des préoccupations des pays en développement ne se traduit pas souvent en actions de la part de leurs gouvernements respectifs, parce que cette sympathie n'est peut-être pas partagée par la population de leurs pays.

Evidemment, comme on peut s'y attendre, il existe d'importantes différences entre des régions où les niveaux de revenus, d'urbanisation, d'industrialisation, de patrimoine de ressources, de densité démographique et de structures politiques varient largement. Les problèmes ont en conséquence des significations différentes même lorsqu'ils sont partagés. Il est pourtant perceptible que les processus qui engendrent la plupart des problèmes sont communs à un grand nombre de pays. Bien entendu, ce qui est commun aux régions comporte des implications différentes en ce qui concerne l'action pratique dans les différents pays.

Perspectives d'avenir pour l'environnement et le développement

Afin d'atteindre les objectifs du développement des dix prochaines années, il s'agit tout au long des années 80 de mobiliser à une échelle adéquate les ressources biophysiques qui doivent être produites et consommées d'une façon qui évite la dégradation de l'environnement et qui améliore partout la qualité de la vie pour le genre humain. Du reste, comme les dix prochaines années ne constituent qu'un point microscopique dans la continuité de la vie humaine, il s'agit de prêter attention à l'approvisionnement futur en ressources et à la qualité de l'environnement biophysique dans un avenir à très long terme.

Les discussions dans les divers séminaires n'ont pas indiqué que les participants aient été en proie à une vision catastrophique de "jugement dernier". Néanmoins, il s'est fait jour une inquiétude sérieuse et généralisée au sujet des dangers à long terme de l'épuisement des minéraux et de l'accroissement des coûts réels, ainsi qu'au sujet de la dégradation irréversible des écosystèmes et des ressources renouvelables et de la hausse des coûts des mesures préventives et curatives, en particulier dans le contexte de la consommation en expansion rapide, dont une large part croissante est dévolue à des utilisations de nécessité ou d'urgence douteuse. Si l'on a considéré que les pays développés portaient la plus grande part de responsabilité dans les incidences défavorables, il était de plus en plus prouvé que les pays et les classes sociales relativement plus aisés du monde en développement contribuaient également à cet état de choses.

L'hypothèse que des innovations technologiques, articulées avant tout sur les mécanismes du marché, peuvent résoudre à elles seules ces problèmes, complexes et structurels est généralement mise en doute. Beaucoup de pays en développement considèrent également qu'une telle conception aurait pour conséquence de pratiquement laisser

les questions cruciales de la possibilité et de l'orientation du développement à long terme aux pays développés et aux sociétés transnationales qui sont en mesure de rassembler les capacités scientifiques et techniques nécessaires.

Il est d'ailleurs de plus en plus reconnu que les mécanismes du marché ne prennent pas soin des besoins futurs ni des revenus très faibles. Le marché a tendance à ne pas tenir compte des facteurs périphériques négatifs, ce qui a pour résultat une grave dégradation de l'environnement et une menace pour la qualité de la vie, sinon pour la vie elle-même, en ce qui concerne spécialement les secteurs plus pauvres de la population.

5 Ceci s'applique en particulier aux pays en développement qui considèrent que leurs besoins futurs en ressources peuvent, de la sorte, être accaparés ou rendus beaucoup plus coûteuses et tributaires de la technologie étrangère. Du reste, si leurs habitants représentent une proportion importante de la population mondiale, leurs revenus ne comptent que pour une petite fraction du revenu mondial et, par conséquent, on ne peut guère s'attendre à ce que les mécanismes du marché international satisfassent leurs besoins. En outre, avec la hausse des coûts relatifs de la dégradation environnementale dans les sociétés industrialisées due à leur politique visant à internationaliser ces coûts, le déplacement des industries et des matières polluantes représente une menace potentielle pour l'environnement des pays en développement s'ils n'adoptent pas de politique appropriée. Les pays développés ont déjà pris un certain nombre de mesures importantes en vue de combattre la pollution. Les pays en développement ont la possibilité d'élaborer leur structure industrielle en croissance de façon à tirer avantage, souvent à un coût très modeste, de l'insertion des techniques de la prévention de la pollution et de la lutte contre elle dans la conception des installations, des produits et des traitements.

6 Cependant, jusqu'à présent, la collectivité humaine a ajusté son mode d'utilisation des ressources dans l'ensemble du monde à un style de vie de plus en plus matérialiste, caractéristique d'un petit pourcentage de la population mondiale qui se trouve surtout dans les pays développés. De l'avis de tous, pour des raisons politiques, sociales, économiques et environnementales, beaucoup de gens pensent que cette situation ne peut être extrapolée dans le futur: il faut établir un contrôle sur ce processus à la lumière, entre autres, de la possibilité d'une pénurie des ressources, de la préservation et

de la mise en valeur de l'environnement et de la qualité de la vie.

7 En conséquence, il s'agit désormais de prêter particulièrement attention au processus inverse: l'ajustement des styles de vie à une utilisation plus rationnelle des ressources en mettant l'accent sur les besoins actuels et futurs en ressources et en environnement de la grande majorité de l'humanité constituée par les populations pauvres des pays en développement, puisque l'on pense également que l'amélioration des conditions fondamentales des pauvres serait facilitée par une certaine parcimonie dans la consommation de la part des pays riches et des classes aisées des pays en développement.

Il est vraisemblable que les dix ans à venir seront soumis à un grand nombre de contraintes et de changements, mais ces années offrent également de grandes possibilités pour s'avancer vers une relation plus harmonieuse entre le développement et l'environnement ainsi qu'entre les pays développés et ceux en développement.

A long terme, deux sortes de limites constituent un défi pour l'homme. Tout d'abord, les ressources épuisables considérées sous forme de stock, ont une durée de vie limitée quel qu'en soit le rythme d'utilisation. Grâce à la conservation, au recyclage et aux changements dans les styles de vie cette durée peut être étendue tandis que de nouveaux progrès technologiques qui cherchent systématiquement à substituer de nouvelles matières plus abondantes à celles qui sont rares sont susceptibles de transcender l'échéance de l'approvisionnement. La société devrait faire les deux à la fois: étendre la durée des ressources épuisables actuelles et faire bon usage du temps disponible pour mettre au point des ressources de remplacement adéquates. Les ressources épuisables classiques devraient être considérées comme un capital social à ne pas dilapider uniquement pour la consommation actuelle mais plutôt à réinvestir en grande partie en vue d'assurer un approvisionnement plus durable. Etant donné l'horizon à long terme et les investissements massifs qu'exige une telle transition, il est peu probable que les mécanismes du marché suffisent par eux-mêmes à assurer les approvisionnements futurs. L'Etat et la planification à long terme devront donc jouer un rôle important aux échelons national et international. Ce défi s'adresse à la fois aux pays développés, qui sont les principaux consommateurs de ressources épuisables et dotés des compétences et des capitaux requis pour l'exploitation des approvisionnements futurs, et aux pays en développement, principaux fournisseurs de ressources, qui verraient leur capacité de croissance économique bouleversée de fond en comble par ce genre

de changement technologique susceptible d'exiger un important réajustement structurel. D'ailleurs, un système de ressources fondé sur des matières ordinaires disponibles partout ne soulagerait pas seulement les contraintes physiques et structurelles mais aussi un grand nombre de ressentiments et de structures de dépendance qui empêtrent le système actuel.

L'autre limite concerne les ressources renouvelables. Gérées convenablement, elles peuvent rester intarissables, moyennant des techniques disponibles. Les améliorations technologiques pour les ressources génétiques, les sols et l'eau, ainsi que pour la mise en valeur de nouvelles terres, ont permis à la production des aliments et des fibres d'aller de pair, dans l'ensemble, avec la croissance démographique. Mais la répartition de la propriété foncière, des capacités techniques et du revenu et, par conséquent, du pouvoir politique, est tellement inéquitable entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci que, tandis que quelques-uns sont suralimentés et survêtus la grande majorité est sous-alimentée et à peine habillée. Du reste, l'agriculture "moderne" comme la "traditionnelle" des pays en développement est susceptible de représenter une sérieuse menace pour les ressources agricoles si l'on ne tient pas compte des contraintes écologiques et ne s'attaque pas aux problèmes de répartition. En effet, l'expansion dynamique de l'agriculture "moderne", souvent axée sur la demande locale et internationale de groupes à revenus supérieurs, peut opérer une réduction des terres disponibles pour la production d'aliments de base et l'agriculture de subsistance, ce qui engendrerait des pressions supplémentaires sur les terres agricoles existantes ainsi que sur les sols fragiles à faible rendement, arides et semi-arides, tropicaux et subtropicaux. Comme la surface émergée de la terre est limitée et les pressions sociales en vue de produire peuvent dépasser les limites soutenables, la perte de la capacité productive qui s'est déjà manifestée peut encore s'aggraver dangereusement. Mais la baisse des approvisionnements n'est pas sans souplesse dans son évolution, ce que permet d'envisager la possibilité de sa modification par un nouveau progrès technologique plus approprié. Les problèmes associés au niveau et à la composition de la demande dépendent des changements dans les styles de vie en général et, en particulier, dans l'organisation sociale des zones rurales.

L'environnement physique peut être soit une ressource épuisable soit une ressource renouvelable suivant le genre de services qu'on lui

demande. Certains changements, comme la destruction du paysage ou du matériel génétique, ne sont pas réversibles. Mais la plupart des contraintes environnementales peuvent être soulagées après quelque temps soit par des changements technologiques soit par l'arrêt ou la prévention des dégâts, ce qui peut impliquer des changements dans les styles de vie. C'est ainsi que la capacité d'assimilation de l'environnement est une ressource renouvelable qui est affrontée à des limites d'échelles définies par les normes sociales, les styles de vie et les techniques disponibles. L'environnement créé par l'homme et le patrimoine social et culturel de l'homme peuvent, en principe, être façonnés de manière à satisfaire les besoins humains, bien qu'il y faille du temps; les limites sont surtout de nature socio-culturelle et politique mais, en définitive, la situation dépend également d'une relation viable avec les ressources et l'environnement.

Cette évaluation prudemment optimiste des possibilités à très long terme d'un agencement des ressources et de l'environnement avec le développement présente de l'intérêt pour les politiques des dix ans à venir. Une stratégie à long terme a besoin de temps pour se développer. Elle serait favorisée par des mesures conçues précisément dans ce sens. Ce serait, entre autres, des mesures pour promouvoir d'autres styles de vie et d'autres techniques visant une utilisation durable des ressources renouvelables, un usage économe de celles qui sont épuisables et la conservation de l'environnement. Elles fournissent à la fois le temps et une certaine assurance contre les délais et les frustrations inévitables dans toute tentative de changement socio-politique et culturel et dans tout déploiement de nouvelles techniques. Elles peuvent également servir à réduire la dépendance et la vulnérabilité. Ces mesures sont utiles aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement mais leur application exige d'importants réajustements dans les relations internationales.

Les ressources ne bénéficient à l'homme que lorsque mises en valeur par celui-ci. Elles sont produites et allouées dans l'ensemble du système international grâce en partie au fonctionnement des marchés et, en général, elles ont été considérablement subventionnées par les gouvernements des pays en développement. Selon toute vraisemblance, le système du marché continuera à prévaloir dans l'économie mondiale au cours des dix ans à venir même s'il ne constitue pas un mécanisme à suffisamment long terme pour assurer les fournitures. Pour les pays en développement, la production de ressources constitue un moyen important de satisfaire leurs besoins domestiques actuels et en

financer leurs importations. Leur accès aux ressources extérieures est tributaire dans une large mesure de leur capacité à entrer en concurrence pour l'obtention des approvisionnements disponibles et, à son tour, l'approvisionnement des biens du commerce international sera surtout déterminé par les encouragements et les débouchés que le marché mondial interdépendant offre à la production. En conséquence, les politiques des pays en développement en matière d'exportation de leurs ressources naturelles et de leurs matières premières constituent un élément important dans la détermination de la capacité du système mondial à fournir des ressources adéquates à la satisfaction des besoins de la décennie du développement à venir.

Des problèmes particuliers d'approvisionnement apparaissent dans deux domaines: l'alimentation et l'énergie. Les problèmes alimentaires sont importants, particulièrement en Asie où la croissance démographique rapide et un approvisionnement limité en terres arables rendent difficile le maintien ou l'amélioration de la consommation par tête. Ceci signifie qu'un grand nombre de pauvres sont soumis à une grave privation. La course à la production des denrées alimentaires menace d'endommager, et peut-être de façon irréparable, la base des ressources renouvelables. La solution du problème exigera une amélioration de l'accès des cultivateurs aux terres et aux facteurs de productions agricoles, l'exploitation de ressources supplémentaires en sols et en eaux là où elles sont disponibles, et l'adoption d'une technologie plus appropriée et sophistiquée ainsi que de nouvelles formes d'organisation socio-politique. Le problème alimentaire n'est pas seulement lié à la production, mais aussi à la répartition. Les gouvernements nationaux sont les premiers responsables des mesures à prendre en matière de production et de consommation; mais le soutien international, sous forme de fonds d'investissement et de techniques, peut aussi constituer un facteur important.

Les problèmes énergétiques proviennent de l'adoption au cours des deux dernières décennies de modes de vie et de développement et de scénarios technologiques qui sont extrêmement tributaires des hydrocarbures; par ailleurs, les principaux producteurs ont réalisé que ce n'est pas à leur avantage de continuer comme auparavant à accroître la production et ils ont procédé à mettre en oeuvre des politiques de conservation. La hausse en flèche des prix a contraint les pays développés et ceux en développement à réaliser des ajustements mais, pour ces derniers, c'est ce phénomène qui à la fois limite leur

accès à l'énergie et grève leurs économies de coûts qui dévitalisent tous les secteurs. Pour répondre à cette situation, il est possible au cours des dix ans à venir de prendre des mesures pour limiter le gaspillage dans l'utilisation de l'or noir, de changer de styles de vie de façon à économiser l'énergie en général et les hydrocarbures en particulier et de s'efforcer d'exploiter d'autres sources d'énergie en s'attachant particulièrement aux ressources renouvelables. Mais il ne faudrait pas perdre de vue les dangers implicites de l'utilisation de l'énergie nucléaire et du charbon, ainsi que de l'épuisement des forêts et de l'utilisation pour des cultures énergétiques de terres d'importance vitale pour la production alimentaire. Il se peut que ces efforts ne résolvent pas les problèmes de nombreux pays moins avancés qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour faire face à la hausse des prix de l'énergie et, en même temps, maintenir un taux de croissance satisfaisant. La coopération internationale et des mesures financières spéciales seront nécessaires pour leur permettre d'avoir accès à une part décente de l'approvisionnement mondial en hydrocarbures.

Dans un système international, la responsabilité du contrôle des intérêts mondiaux en matière d'environnement doit finalement appartenir à des organes mondiaux appropriés, responsables de la réglementation de l'accès à ces intérêts. D'autres problèmes sont internationaux ou régionaux par nature—par exemple, le Rhin ou les Antilles—et, en de tels cas, il est nécessaire de passer des arrangements et des accords bilatéraux ou multilatéraux. Cependant la plupart des problèmes se rapportant à l'environnement matériel ont la plupart du temps des origines et des effets locaux; ils devraient donc être traités à cet échelon et les institutions politiques nationales doivent permettre ce genre d'action. De toute façon, quand les effets s'inscrivent au sein d'une seule nation, les décisions à prendre devraient être l'apanage de la population de cette nation. Des principes similaires s'appliquent à l'environnement construit et à la communauté qui lui est associée: il s'agit de promouvoir et de préserver un maximum de responsabilité et de participation locales. Il est toutefois inévitable que les problèmes sociaux de certains pays se répercutent sur leurs voisins sous forme de migration et de phénomènes semblables. S'il est possible de prodiguer une assistance pour venir à bout de ces problèmes domestiques et si cette assistance est bien accueillie, elle peut profiter à toutes les personnes concernées. Il existe d'importantes possibilités de coopération entre pays intéressés.

Du point de vue de la doctrine de souveraineté nationale, ce n'est pas le monde mais les nations qui possèdent les ressources. Le système international dépend pourtant d'une amélioration sensible de l'échange des biens produits par les ressources au bénéfice mutuel des parties intéressées. Dans ce processus d'échange, chaque nation a le droit de s'efforcer de faire la meilleure affaire possible. Celles qui, en particulier, sont dotées de riches ressources souhaiteront revendiquer la pleine rente économique de leurs ressources, même si leur production se trouve sous l'égide d'une firme étrangère. De plus, toutes les parties qui acceptent de participer au système devraient se comporter de façon responsable vis-à-vis de leurs partenaires commerciaux en assurant un écoulement régulier de leurs biens. Les gouvernements des pays en développement sont également dans l'obligation d'assurer, en particulier, que le patrimoine des ressources nationales qu'ils contrôlent soit converti en d'autres disponibilités productives.

De façon plus spécifique, il est nécessaire de prendre des mesures pour encourager l'utilisation efficace des ressources, par exemple, de permettre aux prix de réfléchir tous les coûts des matières premières en éliminant les subventions implicites dans les structures de tarification des approvisionnements en combustibles, des transports, des taxes, des droits d'importation discriminatoires, etc., (à compenser par des subventions directes dans le cas de groupes à faibles revenus); d'imposer des taxes de rupture et de revendiquer une rente économique au moyen d'autres mesures fiscales; d'imposer des taxes progressives et de restreindre par d'autres moyens ce que chaque pays considère être une consommation excessive de la part de certains secteurs de la population par rapport à la privation d'autres groupes sociaux; de limiter le crédit excessif, la publicité, ainsi que la promotion et la stimulation aveugles de la consommation; d'éviter les dépenses somptuaires de la part des gouvernements en établissant des normes et des dispositifs de sélection appropriés.

Il est également nécessaire de prendre des mesures en vue de faciliter aux pauvres des milieux urbains l'accès aux ressources, notamment au moyen de la fourniture par l'Etat de trames d'accueil; grâce à l'assistance technique à la construction; en encourageant les organisations à la base de façon à assurer en coopération certains services communautaires fondamentaux, y compris en particulier les services de santé et de nutrition, ainsi que l'amélioration et l'expansion du système des transports publics; grâce au contrôle public, à la

planification matérielle et à la taxation appropriée des terrains urbains pour éviter la spéculation et une extension géographique excessive des cités et pour favoriser une utilisation adéquate des sols.

En ce qui concerne le développement rural, l'engagement de la communauté dans la sélection, la conception, l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes de développement peut constituer un premier pas dans l'acceptation des changements menant à l'adoption de nouveaux modes de vie et de développement et de nouvelles façons d'utiliser les matériaux locaux. Etant donné la pénurie des ressources dans les pays en développement et les problèmes complexes dans les zones urbaines et rurales, il peut s'avérer que la participation du public constitue un atout précieux pour la satisfaction, en particulier, de la demande en logement, en services de santé et en aide sociale des personnes âgées et des indigents. Par exemple, dans un système sanitaire décentralisé la participation locale pourrait être favorisée pour la création et le contrôle des services, y compris la mise en vigueur de mesures de santé publique obligatoires et le recrutement et la formation de personnel local pour occuper des postes au sein du système, tels que les assistants médicaux ruraux, les assistants de dispensaire et les agents sanitaires polyvalents. Il s'agit de mettre l'accent sur des méthodes bon marché et des services de prévention pour satisfaire les besoins des groupes actuellement négligés.

Avec l'expansion de la consommation d'énergie et de l'utilisation de la technologie dans le monde, on s'est inquiété des incidences de l'homme sur le système environnemental mondial. Bien qu'il ne se soit pas encore produit d'effets à grande échelle, leur possibilité existe et mérite de faire l'objet d'une recherche et d'une surveillance continues. L'émission d'acides dans l'atmosphère au moyen de la combustion des combustibles fossiles exerce déjà des incidences sinon à l'échelon mondial du moins au plan international. Cette combustion accroît également le contenu en CO_2 de l'atmosphère et, si elle se poursuit à une échelle croissante, on peut s'attendre à des effets importants bien que mal définis dans de nombreux pays. L'utilisation des engrais, ainsi que de certains produits industriels et de consommation, a soulevé de sérieuses questions au sujet des incidences humaines sur le bouclier d'ozone de la terre. Jusqu'à présent, les profonds océans se sont montrés capables de s'accommoder de la charge de polluants qu'ils reçoivent, mais localement les baies, les estuaires et les mers captives ont manifesté divers degrés de détérioration. Finalement, il se produit une destruction massive des

forêts tropicales avec, de nouveau, des effets mal définis sur les climats régionaux et sur les terres et les mers adjacentes.

La plupart des sujets de préoccupation que l'on vient d'indiquer résultent des activités des pays développés. Les problèmes sont potentiellement de grande envergure. Certains programmes ont été mis sur pied pour limiter la pollution des eaux côtières et des mers captives. Les pays développés sont en train de surveiller les conséquences de leur impact sur les systèmes mondiaux et d'effectuer des recherches; on devrait les encourager à poursuivre ces efforts. La destruction des forêts tropicales constitue actuellement un sujet de préoccupation qui concerne les pays en développement bien qu'elle soit fréquemment le résultat des activités des sociétés transnationales. Ces pays devraient être encouragés à planifier la pleine utilisation du bois et d'autres produits retirés de sols appropriés et à mettre au point des programmes soignés d'utilisation du sol soit par le repeuplement ou la conversion à d'autres usages des terres qui ont été exploitées. L'orientation et le montant de l'investissement public dans les services des transports peuvent constituer un instrument puissant en vue d'influer sur la quantité de bois abattu.

Vers d'autres modes de développement

Les cinq séminaires régionaux se sont accordés sur la nécessité de rechercher d'autres modes de développement fondés sur un certain nombre de principes: l'autosuffisance, la participation de la population, l'utilisation des ressources locales, etc. Il a été en général reconnu que la prise de décisions devrait passer d'une orientation en fonction de la demande à une autre qui soit conséquente avec les besoins. Ce qui a été réclamé fondamentalement, c'est un style de développement plus équitable qui favorise un accroissement de la productivité des pauvres en leur accordant un accès aux ressources. Ceci impliquait, selon la conclusion des séminaires, une réorganisation des modes de consommation.

La possibilité de réaliser cette transformation en un autre modèle de société dépend de plusieurs façons de ce qui se passe dans les pays en développement. Il est particulièrement intéressant pour le tiers monde qu'en Europe et en Amérique du Nord on ait réclamé avec insistance un changement dans le mode de développement. C'est ainsi que le Gouvernement canadien a insisté sur "... le passage d'une société de consommation, préoccupée d'exploiter les ressources, à une société de conservation, engagée dans des efforts plus constructifs".

On a pris conscience en Europe qu'un certain nombre de réalités fondamentales doivent être acceptées: la stabilité écologique à long terme est essentielle; il se produit une dislocation écologique d'une envergure et d'une rapidité qui ne laissent pas d'inquiéter; les réserves d'un grand nombre de ressources minérales sont pratiquement absentes sur le continent; il est urgent de réduire l'utilisation des combustibles fossiles; il faut attacher beaucoup plus d'importance au recyclage; enfin, il s'agit d'identifier et de mettre au point d'autres sources d'énergie.

Il n'est pas facile d'évaluer les possibilités de modification des modes de vie et de développement prédominants; par ailleurs, les possibilités diffèrent d'un pays et d'une région à l'autre du tiers monde. En effet, il se peut que l'Amérique latine se trouve dans une situation où il n'est tout simplement pas possible de réaliser un grand nombre des prescriptions pour un autre mode de développement. Et pourtant, elle peut présenter une conjoncture qui semblerait en faire un lieu plus approprié pour une transformation: un plus grand nombre de ressources, des rapports homme-terre relativement favorables, une capacité technologique quelque peu supérieure, une base industrielle plus développée et davantage de possibilités d'étendre la frontière agricole. Beaucoup de pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient peuvent présenter des pénuries de ressources et des réalités démographiques susceptibles de rendre plus difficiles les variantes de stratégie, mais en même temps plus urgentes et pressantes, tandis que leurs riches traditions culturelles et leur moindre degré d'"occidentalisation" peuvent faciliter l'adoption de ces variantes. D'autres pays peuvent tout simplement ne pas disposer des éléments humains et naturels indispensables à la croissance et au développement économiques; leur aptitude à réaliser un développement soutenu dépendra entièrement de la coopération internationale.

Ce qu'il importe également de noter, c'est que le passage à un autre mode de développement sera affronté à des obstacles externes et internes dans chaque région et que ces obstacles seront différents de l'une à l'autre. Le style de vie prédominant aura pénétré dans certains pays à un tel point qu'il sera difficile d'envisager la moindre transformation qui n'entraîne d'importants bouleversements politiques. En d'autres cas, là où l'adoption du style transnational n'a pas progressé considérablement, il peut exister des possibilités d'engendrer d'autres styles de vie. Par ailleurs, il est vrai que ces transformations exigeront des ressources dont on ne dispose pas facilement dans tous les pays.

Quelle que soit l'ampleur de ces divers obstacles, il existe aussi des pressions sous-jacentes de plus en plus fortes en faveur du changement. La prédominance économique et politique des pays industrialisés par rapport au reste du monde, qui a mis en évidence les grandes questions de l'autodétermination et du développement national et qui a déterminé les formes spécifiques que revêtent à présent les problèmes de l'environnement, s'est accompagnée de processus de profond changement social et culturel. Au moment où les pays en développement commencent à en venir aux prises avec les problèmes

de l'environnement et à les mettre en relation avec leurs objectifs de développement, d'importants secteurs de la société découvrent des raisons supplémentaires de rejeter une "modernisation" de dépendance et d'imitation. Ils ressentent le besoin d'élaborer d'authentiques images des sociétés futures qu'ils s'efforcent de réaliser au nom du développement et pour lesquelles ils doivent tenter de préserver et de rehausser la qualité de l'environnement. Ceci implique un éveil social et culturel de leurs peuples. Les voies qu'ils vont prendre différeront probablement du tout au tout d'un pays et d'une région à l'autre et dépendront dans une large mesure de la vigueur et de l'adaptabilité des cultures et des structures d'organisation sociale qui existaient auparavant dans la nation.

Il semble néanmoins qu'un accord assez large se fasse jour dans les différents documents d'information, les exposés et les rapports analytiques des cinq séminaires. La tendance actuelle du mode de développement, de plus en plus prédominant au cours des dernières années, a intensifié certains dommages causés à l'environnement et rétréci le champ des options politiques disponibles en vue d'une planification nationale pour remédier à ces dommages et résoudre bien d'autres problèmes. En outre les modes nationaux de développement présentent aujourd'hui des interactions contradictoires en perpétuel changement entre le style transnational et les efforts de différentes forces sociales soit pour défendre des styles antérieurs et des intérêts de groupes soit pour réaliser d'autres modes plus compatibles avec la justice sociale, la qualité de la vie et l'autonomie nationale; enfin, la perception des relations entre le style transnational et les dommages causés à l'environnement est en train de devenir une source importante de résistance à la domination du style actuel et un stimulant à la recherche de variantes.

Les modes actuels de développement sont parvenus à un stade critique qui remet en question leur viabilité économique et politique future à la fois dans leurs centres de diffusion et dans les pays où ils ont pénétré. La plupart des pays, en conséquence, sont affrontés à un futur incertain au cours duquel l'ordre international exercera des incidences constamment changeantes sur leurs économies, leurs écosystèmes et leurs modes de vie. Les perceptions domestiques et les forces sociales intérieures réagiront les unes sur les autres selon des façons que l'on ne peut prédire à présent, mais il est pratiquement sûr que la demande de changements dans le mode de développement va se renforcer, que les initiatives de l'Etat et de certains groupes

dans la société seront novatrices mais aussi conflictuelles et que les questions environnementales, dont certaines demandent encore à être perçues, acquerront une prédominance et une pertinence toujours plus grandes parmi les préoccupations de l'Etat et des forces sociales intérieures.

L'analyse précédente constitue un argument en faveur d'un changement de style de vie en direction de la sobriété en vue d'une consommation tempérée, mais aussi un argument en faveur de la planification et de l'investissement à long terme dans l'approvisionnement en ressources et la protection de l'environnement. Si la société remplace les ressources qu'elle utilise grâce à un investissement dans des techniques qui libèrent de nouvelles ressources, on pourra s'accommoder à l'avenir d'un accroissement de la consommation. De même, si la technologie de réduction de la pollution progresse au même rythme que le fardeau potentiel pour l'environnement, alors l'expansion future ne signifiera pas nécessairement la dégradation de l'environnement. La sobriété de la consommation n'est pas une vertu en soi, mais elle est probablement nécessaire au cours des dix prochaines années ou davantage. La valeur de la sobriété, c'est qu'elle permet à la société de disposer du temps dont elle a besoin pour prendre conscience de la nécessité de la transition et qu'elle épargne certaines des ressources qui aideront à la réaliser. Il peut aussi exister d'autres valeurs, spirituelles ou culturelles qui incitent à restreindre la consommation mais, à moins d'imposer ces valeurs d'un point de vue éthique ou moral, il vaut mieux laisser les nations et les individus libres de déterminer la façon dont ils vont réagir.

Il est probable que les exhortations au sujet de la nécessité de changer de style de vie auront des effets limités. Dans les pays développés comme dans ceux en développement, mais particulièrement dans les premiers, ce sera par le mécanisme des prix que se fera la réponse à la modification de la disponibilité des ressources. Parce que certains changements de prix pour les ressources et l'environnement ont été abrupts et que le processus d'ajustement se fait lentement, l'angoisse est à présent à son comble. Il est possible de changer les conditions d'approvisionnement, et les gouvernements comme les individus peuvent modifier leurs modes de consommation pour tenir compte des nouvelles réalités, à condition que les politiques nationales signalent aux consommateurs et aux producteurs la bonne voie à suivre de sorte qu'ils puissent faire leurs propres ajustements respectifs en ce qui concerne les modes de vie et de développement. Ceci

implique la nécessité d'assurer que tous les coûts sociaux du comportement se reflètent dans les prix ou, dans le cas de sociétés planifiées, que les mécanismes de planification incorporent convenablement tous les coûts sociaux de l'amélioration des ressources et de l'environnement. Ne pas tenir compte de ces facteurs ou prétendre que les réalités n'ont pas changé est inacceptable.

Modalités et recommandations relatives à la planification

Dans le contexte de ce qui a été exposé, les planificateurs du développement ont intérêt à noter que la tâche ne consiste pas seulement à relier les questions de modes de développement à l'environnement, mais aussi à établir des liens entre le présent observable et le futur éventuel, entre les grandes hypothèses explicatives, les manifestations concrètes de changement et les actions de l'Etat et de la société, entreprises pour faire face à ce changement. Il faudra que la planification du développement trace de nouvelles perspectives de l'avenir désiré et réforme ou transforme les modes prédominants de développement. Il faut que les efforts se fondent sur les interactions entre ces formulations et les processus véritables de changement dans les ordres économique, social, culturel et politique, y compris les changements dans la répartition du pouvoir et de la participation.

Lors des différents séminaires, diverses suggestions ont été faites afin de réaliser cette reformulation de la planification. Une suggestion importante a recommandé que la planification adopte une structure authentiquement transdisciplinaire et une conception systémique ou holistique. On a considéré qu'il serait important également que les modèles de planification incorporent dans leurs équations la consommation des ressources. On a recommandé de même, comme un des moyens d'éviter la sous-estimation de l'avenir, de projeter les plans de développement vers un horizon plus lointain.

Il y a eu aussi unanimité dans les divers séminaires pour réclamer une méthode de planification décentralisée qui favorise la participation. Cette recommandation s'est fondée sur la conviction que le développement devrait s'édifier sur la mobilisation des ressources locales et la pleine utilisation de l'élément humain. Afin de réaliser cet objectif, on a considéré qu'il serait nécessaire de disposer d'autant de participation que possible dans la conception et l'exécution des

plans de développement. On a reconnu que les communautés locales ont une compréhension plus complète des circonstances locales et de la corrélation nécessaire entre l'homme et la nature. C'est ainsi que la participation et la décentralisation apparaissent comme des conditions préalables nécessaires à un type de planification du développement qui cherche à maintenir une saine relation entre l'homme et la nature. Bien entendu, la décentralisation réclame la détermination d'un service approprié de planification. Les régions administratives semblent offrir une possibilité, puisqu'elles comprennent l'appareil administratif et qu'elles sont souvent l'unité utilisée pour la récolte des données statistiques. Le problème, toutefois c'est que les régions administratives ne coïncident pas toujours avec les systèmes écologiques. On a insisté sur la prudence dans la définition des régions de façon à ce que certains types d'écosystèmes ne soient pas utilisés pour délimiter les frontières régionales et pour s'assurer que, bien qu'elles ne coïncident pas nécessairement, l'on dispose de moyens pour réaliser une certaine coordination entre les régions administratives et écologiques.

Par ailleurs, dans tous les séminaires on a reconnu la nécessité de poursuivre la croissance économique, étant donné en particulier les niveaux de revenus extrêmement faibles qui caractérisent l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Eu égard à cette situation, l'industrialisation a été considérée particulièrement importante, tout comme la prise en considération de sites appropriés, des échelles de fonctionnement, du traitement des déchets et de type de technique utilisée. Les politiques de croissance économique doivent avoir pour cibles des groupes spécifiques pour s'assurer que ce soient les plus nécessiteux qui tirent profit de l'industrialisation et de la croissance économique. A cet égard, on considère qu'il est particulièrement important de rattacher l'agriculture à l'industrie du fait que les groupes les plus pauvres sont concentrés dans les zones rurales. Il faut que la planification se situe dans le cadre d'objectifs globaux qui doivent prendre en considération non seulement l'incidence des programmes sur les groupes sociaux, mais aussi le maintien de pratiques saines en matière écologique. On a considéré qu'il est important de mettre au point des mesures quantitatives qui permettent l'élaboration de normes et de critères environnementaux utiles à la planification du développement et de substituer dans la formulation des plans de développement la qualité de la vie aux mesures plus restrictives utilisées traditionnellement (par exemple, le PNB).

Bien qu'il ne soit pas possible ni désirable d'établir une seule liste exhaustive de recommandations, il vaut la peine de mentionner quelques-unes des recommandations sectorielles les plus importantes formulées dans les divers rapports des séminaires. L'accord s'est fait sur la nécessité d'élaborer des moyens qui permettent l'utilisation des déchets. Des suggestions spécifiques ont été faites, par exemple, pour utiliser en aquiculture les déchets humains, tout en prenant les mesures appropriées pour éviter la transmission des maladies. La production du gaz de fermentation à partir de déchets est particulièrement prometteuse dans certains contextes et devrait être poursuivie.

Les styles de vie peuvent influencer sur les implications de la vie urbaine pour les ressources et l'environnement. A la fois dans les pays développés et dans ceux qui sont moins avancés, il faudrait s'efforcer de limiter l'extension urbaine et restreindre la dépendance à l'égard des véhicules privés à l'intérieur des cités. Dans le domaine des transports, on s'est surtout préoccupé de l'usage croissant des automobiles qui constitue un mode de transport particulièrement contestable en ce qui concerne la consommation de combustible, l'utilisation de l'espace et d'autres aspects. Ceci implique l'amélioration des systèmes de transports publics et l'utilisation de la planification, d'investissements publics et de mesures de contrôle de l'occupation des sols pour façonner des cités plus compactes avec moins de carrefours. Il serait possible de rendre les cités plus attrayantes grâce à une meilleure planification de l'espace public et la garantie de la sécurité publique, une éducation de qualité et de meilleurs aménagements. Des impôts sur l'essence, les voitures et le stationnement et une limitation des routes de desserte pourraient tous être utiles en vue d'atteindre cet objectif. Dans le cadre de cet effort, on pourrait également adopter des mesures pour encourager la revalorisation des vieux centres urbains.

Dans les pays en développement, les problèmes de la rapide croissance urbaine dans une conjoncture d'extrême pauvreté doivent être attaqués sur de nombreux fronts à la fois. Une approche fondamentale consisterait à faire usage de la planification industrielle, qui a pour résultat une déconcentration géographique de l'industrie, pour permettre à un certain nombre de travailleurs de rester à la campagne ou de s'installer dans de très petites villes. Les efforts pour améliorer la situation des pauvres dans les centres urbains doivent être entrepris à titre humanitaire, même si le résultat

d'un plus grand attrait exercé par la cité incitera à une immigration supplémentaire, susceptible d'exiger par compensation la fourniture d'aménagements ruraux. Comme elles sont à court de capacité administrative, les cités devraient tenter de limiter et d'orienter la croissance et d'améliorer le sort des citoyens par la planification industrielle, les investissements publics dans l'adduction d'eau et l'assainissement, les transports et la planification de l'utilisation des sols. En exerçant un contrôle sur les terrains de la frange urbaine susceptibles d'être utilisés pour la construction, les pouvoirs publics pourraient limiter la spéculation, faciliter la planification des services et en réduire les coûts, et diminuer les prix de logement. Ils peuvent fournir des sites de construction, ainsi que des conseils techniques et des encouragements, mais doivent s'appuyer dans une large mesure sur la construction par les pauvres eux-mêmes de leurs propres abris et de leurs services communautaires.

La production alimentaire dans les pays développés est une industrie à haute technologie qui est soumise avant tout à des calculs commerciaux. Bien que de fonctionnement efficace, cette industrie substitue de plus en plus les calculs économiques à court terme aux pratiques gestionnaires qui sauvegardaient autrefois la productivité à long terme des sols. On a besoin de programmes publics pour s'assurer contre l'érosion et d'autres formes de dégradation des sols. Ils doivent se conformer aux traditions et aux réalités politiques de chaque pays et peuvent revêtir la forme d'encouragements positifs, tels que les subsides ou le partage des frais, en vue d'entreprendre des mesures de conservation, ou celle d'encouragements par dissuasion, notamment par les taxes sur la perte des sols, les impôts de pollution ou des exigences de la réglementation. Dans les pays en développement où les problèmes sont compliqués par la pauvreté rurale, la pénurie des terres et de l'eau, et l'accès médiocre aux facteurs de production agricole, la méthode est bien plus compliquée.

Deux des problèmes les plus graves qu'affronte le monde, et particulièrement celui en développement, sont ceux de la perte de terres cultivées et du processus de déboisement qui sont tous deux en train de se produire à une vitesse alarmante. Les causes en sont diverses, mais il semble être admis qu'elles sont surtout liées à l'exploitation commerciale. On estime qu'il faudrait s'efforcer par tous les moyens d'éviter toute perte supplémentaire de terres cultivées de façon à ne pas affronter une pénurie massive de denrées alimentaires dans les années à venir. A cet égard, les programmes de prévention

du déboisement sont importants car ils auront tendance à empêcher l'érosion. En ce qui concerne l'Asie, une suggestion intéressante a été faite de promouvoir la création de plantations de bois de chauffage, ce qui pourrait être également utile dans d'autres régions.

La préservation de la base de production s'avèrera futile à moins qu'elle réussisse à alléger la pauvreté du milieu rural qui contraint à présent à adopter des pratiques destructrices. C'est ainsi que le développement rural et l'investissement dans la mise en valeur des terres et de l'eau, les transports et la prestation du crédit et de l'assistance technique vont tous de pair. Le commerce des produits alimentaires est susceptible de soulager des problèmes particuliers ou temporaires, mais la plupart des pays devront prévoir de satisfaire leurs propres besoins fondamentaux de subsistance.

L'énergie constitue un problème dans toutes les régions du monde. Essentiellement deux approches simultanées sont nécessaires. Il s'agit d'encourager la conservation par les prix et d'autres mesures : par exemple, les taxes sur les combustibles, les codes de construction et les normes d'efficacité énergétique pour les voitures ou les installations de chauffage et de climatisation, ainsi que les dispositifs de planification qui influent sur la localisation et les transports. L'autre approche consiste à diversifier et à exploiter de nouvelles sources d'énergie, y compris les combustibles domestiques et les ressources renouvelables. Les circonstances locales commandent aux variantes énergétiques et il n'est guère possible de faire de généralisation. Toutefois, dans une grande partie du monde moins avancé, l'utilisation des matières organiques et de l'énergie solaire s'avère prometteuse. Après avoir tenu dûment compte des facteurs environnementaux et de sécurité, un grand nombre de pays peuvent faire un plus grand usage du charbon et de l'énergie nucléaire. Il s'agirait d'encourager la collaboration entre pays développés en vue de mettre au point de nouvelles techniques énergétiques.

La question de l'incidence des mesures de conservation est de la plus haute importance, car un des problèmes des pays en développement est que de larges secteurs de la société devraient en fait consommer plus d'énergie qu'ils ne le font actuellement. Ceci démontre une fois de plus l'importance de formuler des politiques au bénéfice des membres les plus défavorisés de la société.

Finalement, il importe de souligner que chacune des diverses régions est tout à fait hétérogène quant aux types d'écosystèmes qu'elle embrasse. Ceci signifie qu'il sera nécessaire d'élaborer des program-

mes qui permettront une bien meilleure compréhension de ces écosystèmes particuliers. En certains cas, particulièrement en Afrique et en Amérique latine, il est urgent d'obtenir une meilleure compréhension des écosystèmes tropicaux et d'élaborer pour leur développement des méthodes plus appropriées que celles qui sont utilisées à présent avec des conséquences si désastreuses pour l'environnement. Il en va de même pour les zones arides et semi-arides. Il est nécessaire en ce sens d'élaborer des programmes de recherche à grande échelle.

Toutes ces recommandations, et d'autres qui ne sont pas mentionnées dans ce document, apparaissent dans les divers rapports rédigés au cours des cinq séminaires. Il importe d'ajouter que leur mise en oeuvre est susceptible d'entraîner d'importants coûts de substitution. C'est ainsi, par exemple, que la production à grande échelle d'alcool à partir de la canne à sucre peut entraîner l'allocation de terres pour l'énergie plutôt que pour la production alimentaire. Dans ce cas particulier, l'incidence d'une telle mesure de conservation des hydrocarbures pourrait être d'engendrer une pénurie alimentaire. Les terrains alloués à la production énergétique seront perdus pour d'autres usages. Il importe également de prendre en considération le fait que l'élaboration d'un autre mode de développement exigera des investissements assez considérables dont il faut arrêter le plan. Il n'est pas certain que tous les pays du monde en développement disposent des capacités financières pour ce faire. Il serait certainement nécessaire de prendre à présent des mesures visant à assurer la praticabilité de la période de transition.

ANNEXES



Recommandations relatives aux mesures de politique générale

établies à l'intention du comité préparatoire de la nouvelle stratégie internationale du développement, pour examen

L'homme fait partie du milieu biophysique sur lequel il agit et dont il subit les réactions. Le milieu biophysique est le système qui soutient la vie de la société et dans lequel celle-ci trouve l'espace, les matériaux et l'énergie, système qui sert également de dépotoir pour la réabsorption de déchets. Suffisamment comprises en vue d'une gestion judicieuse, ces fonctions de l'environnement constituent l'une des bases sur lesquelles repose la réalisation des objectifs du développement. Mais nombre de caractéristiques des tendances récentes du développement, marquant aussi bien l'évolution des pays développés et en développement que celle de leurs rapports, les entravent et représentent effectivement ou potentiellement, autant de graves obstacles au processus de développement. Il est donc essentiel que l'interaction des modes de développement et de l'environnement soit pleinement et explicitement prise en considération dans la nouvelle stratégie internationale du développement pour les années 1980.

Il conviendrait que les politiques visant à assurer que la réalisation des objectifs socio-économiques aille de pair avec une gestion écologiquement saine des ressources et de l'environnement soient arrêtées en prenant en considération la diversité des situations écologiques, culturelles et socio-politiques et des mesures et instruments requis. Etant donné que les problèmes d'environnement n'ont été reconnus que de fraîche date, nombre de ces mesures et instruments doivent encore être identifiés et étudiés; un vaste champ s'ouvrira, ce faisant, aux échanges d'expériences et à la coordination régionale et sous-régionale. Quelques problèmes et principes d'ordre général peuvent néanmoins être formulés dès à présent.

—Les ressources naturelles constituent un patrimoine qu'il

importe de préserver et de mettre en valeur.

—Un développement viable ne saurait être assuré qu'au prix d'une gestion écologiquement saine des ressources renouvelables et d'une exploitation parcimonieuse des ressources épuisables. La mise au point d'un système d'indicateurs permettant d'évaluer la consommation de capital naturel aiderait les dirigeants à s'acquitter de ces tâches.

—Une saine gestion des ressources épuisables devrait inclure la conversion à d'autres formes de capital social et il conviendrait de tirer pleinement parti de la capacité de production des systèmes de ressources renouvelables. L'adoption, dans le cadre des politiques nationales, de mesures visant à freiner la consommation excessive et le gaspillage en modifiant les styles de vie constitue un excellent moyen de conserver les ressources et l'environnement. S'agissant des systèmes environnementaux internationaux ou mondiaux, des organes appelés à surveiller les menaces qui pèsent sur le milieu et à y parer, le cas échéant, devraient être mis en place au niveau approprié. Les systèmes visés comprennent les océans et les mers internationales, ainsi que l'atmosphère. La gestion des ressources communes devrait être assurée en fonction des priorités du développement et elle exige qu'un régime international soit instauré.

—Chaque pays a des droits souverains sur ses propres ressources et sur leurs produits. Il devrait néanmoins s'estimer responsable devant le reste du monde des incidences que son mode d'utilisation des ressources a sur l'environnement. Les pays qui partagent des ressources doivent adopter un comportement responsable à l'égard de leurs partenaires, notamment pour ce qui a trait aux échanges internationaux auxquels peuvent être imputés des problèmes liés aux marchandises dangereuses, aux déchets, au matériel ou aux techniques. Des normes, des principes et des règlements internationaux devraient être progressivement mis au point dans tous ces domaines.

—Les politiques et les plans nationaux d'utilisation des sols constituent de précieux instruments de gestion écologiquement saine des ressources. La répartition géographique des activités économiques et des établissements humains influe sur l'environnement et sur l'utilisation des ressources. L'analyse et la programmation de l'aménagement du territoire à l'échelon national, continental et/ou sous-continentale peuvent être mises à profit à cet égard.

—Nombre de problèmes environnementaux qui ont des incidences

directes sur le bien-être de l'homme se posent au niveau local et sont étroitement liés au comportement des individus; les décisions de politique générale visant à les résoudre ainsi que leur mise en application exigent donc la plus large participation de la population.

—La productivité à long terme des agro-écosystèmes devrait soutenir la production alimentaire. Des programmes publics de lutte contre l'érosion, le déboisement, la détérioration des sols et la désertification sont nécessaires; dans les pays en développement, leur mise en œuvre devrait être assurée au titre de plans d'aménagement rural intégré englobant s'il y a lieu des réformes du régime foncier.

—Deux des menaces les plus graves qui pèsent sur la planète, et en particulier sur les pays en développement, sont la perte de terres arables due à la désertification et le déboisement. Les causes de ces processus qui s'intensifient à un rythme alarmant sont diverses. L'hypothèse selon laquelle le déboisement serait principalement imputable à l'exploitation commerciale des bois et forêts paraît admise. Il conviendrait de tout mettre en œuvre pour éviter de nouvelles pertes de terres arables, quelles qu'en soient les modalités, afin d'éviter une pénurie généralisée de denrées alimentaires dans les années à venir. Des programmes concrets et intégrés de lutte contre la désertification et le déboisement sont essentiels.

—La course aux armements, constitue l'une des formes les plus flagrantes de gaspillage des ressources et fait peser une grave menace sur l'environnement. On ne saurait instaurer un régime pleinement rationnel d'utilisation des ressources à l'échelon mondial qu'en veillant à ce que l'armement cesse d'entraîner le prélèvement d'une part colossale des ressources naturelles et humaines.

—Le principal atout dont le genre humain dispose pour relever les défis des décennies à venir réside dans son adaptabilité innée et son impulsion créatrice. En dépit de leur caractère intrinsèquement renouvelable et extensible, celles-ci ont jusqu'à présent été sous-estimées et négligées. L'essor de l'homme est moins entravé par le monde physique que par la compréhension bornée du génie humain. L'une des missions prioritaires dont l'Organisation des Nations Unies et ses Etats membres puissent s'acquitter consiste à faire progresser l'adaptabilité et l'entendement humains. Les investissements dans l'éducation, la formation et l'épanouissement de l'homme et les activités visant à encourager la participation de la jeunesse abondante des pays en développement sont essentiels à cet égard.

ANNEXE 2

Participants

Réunion interrégionale sur les modes de vie et de développement
de remplacement

(Nairobi, 17-20 mars 1980)

Ismail Sabry Abdallah	Président du Third World Forum
Mohamed Saïd Al Attar	Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie occidentale (ONU)
Sterling Brubaker	Directeur de recherche à Resources for the Future, Inc., Washington, D.C.
Enrique Iglesias	Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine (ONU)
Mohammed El-Kassas	Président de l'Union internationale pour la conservation de la nature
Philip Ndegwa	Président de la Kenya Commercial Bank
Joseph Pajestka	Institut de planification de Varsovie
Aurelio Peccei	Président du Club de Rome
Arcot Ramachandran	Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains
Ignacy Sachs	Directeur du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, Paris

Janez Stanovnik	Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (ONU)
Oswaldo Sunkel	Commission économique pour l'Amérique latine
Mostafa Kamal Tolba	Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, <i>Président de la réunion</i>
Yusuf J. Ahmad	Sous-Directeur exécutif par intérim au Service du programme du PNUE

ANNEXE 3

Séminaire sur les modes de vie et de développement de remplacement pour la région africaine

Addis-Abéba, 5-9 mars 1979

Organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (CEA)

Déclaration liminaire de M. SVENELD EVTEEV
Sous-Directeur exécutif et représentant du Directeur exécutif du PNUE

En procédant à l'ouverture du Séminaire au nom de M. Mostafa Tolba, Directeur exécutif du PNUE, M. Sveneld Evteev exprima à l'Organisation internationale du travail (OIT) et à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sa profonde gratitude pour leurs apports au Séminaire qui, espérait-il, s'avancerait en terrain inconnu sur le long chemin menant au développement viable.

Une nouvelle stratégie internationale du développement pour la décennie des années 80 est en train d'être préparée par la communauté internationale et plus particulièrement par la famille des Nations Unies. On s'attend à ce que cette nouvelle stratégie diffère de celles des première et deuxième décennies du développement non seulement dans son envergure mais également dans sa conception. La stratégie est censée s'attacher à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. La corrélation existant entre des questions importantes telles que la population, les ressources, l'environnement et le développement est de mieux en mieux comprise. Par ailleurs, on se préoccupe de plus en plus de la pauvreté, des injustices de la répartition, de l'épuisement et de l'abus de ressources, ainsi que des causes socio-économiques de la dégradation de l'environnement. Le concept de développement s'est en fait élargi et il lui a été attribué un caractère intégré et une portée à long terme.

Dans ce contexte, de nouvelles questions sont en train d'être posées et de nouvelles stratégies, examinées. Une des nouvelles dimensions les plus importantes qui sont en train d'être examinées se rapporte à la prise en considération des facteurs environnementaux dans la formulation des programmes et la planification économiques. Il s'agit d'avoir une vision en perspective des problèmes de l'environnement. Les décisions prises aujourd'hui influenceront pendant de longues années sur les processus du développement et sur l'environnement. Une bonne prise en considération des conséquences pour l'environnement finira par soutenir et renforcer la croissance économique, bien que ce ne soit pas toujours évident, surtout si l'on tient compte de cas isolés considérés à court ou moyen terme.

En outre, la préoccupation au sujet de l'environnement, en tant que dimension du développement, n'est pas un thème qui peut être traité isolément. Les questions touchant l'environnement sont intimement liées au processus même du développement. Les concepts et les préceptes en matière de développement se sont certes modifiés au cours des dernières années et ont revêtu un caractère plus globalisant et structurel qui s'attache davantage aux changements survenant dans la société. Nous devons donc considérer des questions telles que les modes de vie et de développement de substitution comme constituant un thème essentiel de la relation environnement-développement.

En 1974, le Colloque de Cocoyoc a été convoqué conjointement par le PNUE et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour étudier du point de vue de l'environnement les différentes questions apparentées du développement. L'examen par le Colloque de ces questions—le problème du gaspillage qu'engendrent les modes d'utilisation des ressources naturelles résultant d'une consommation éhontée et de styles de vie à forte intensité énergétique, pollueurs de l'environnement, dans les pays industrialisés et certains secteurs de la population des pays en développement—est plein d'enseignements et je recommande à votre attention le rapport de ce Colloque. Entre autres choses, le Colloque recommanda que de nouvelles approches au développement soient introduites au niveau national :

Ces approches demandent une recherche imaginative sur des modèles de consommation différents, les styles technologiques, les stratégies d'utilisation du sol, aussi bien que sur le cadre institutionnel et les exigences en matière d'éducation qu'elles requerront. La surconsommation des ressources,

créatrice de gaspillage, doit être diminuée, cependant que la production des biens essentiels aux couches les plus pauvres de la population doit être augmentée. Des technologies propres et minimisant le gaspillage doivent remplacer celles qui détruisent l'environnement.

En 1977, un groupe intergouvernemental convoqué par le PNUE a observé que :

Les modes de production et de consommation du monde actuel et les styles de vie qu'ils engendrent gaspillent et/ou détruisent fréquemment les ressources naturelles. Les futurs modes de production et de consommation et les styles de vie consécutifs devraient être conçus de telle sorte qu'ils puissent être pratiqués sans faire courir de dangers sérieux à l'environnement et aux perspectives de développement des générations futures.

En considération de l'importance de ce sujet, le Conseil d'administration du PNUE a adopté lors de sa dernière session une décision (Décision 6/6) qui :

3. *Invite* les gouvernements et les organisations internationales à participer à la préparation, aux travaux et aux prolongements des séminaires régionaux sur d'autres modes de développement et d'autres styles de vie organisés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et par les commissions régionales de l'ONU et recommande que les résultats de ces séminaires soient mis à profit, notamment, dans la formulation de la stratégie internationale du développement pour les années 80 et au-delà.

C'est dans ce contexte que se tient le séminaire actuel. C'est le premier d'une série de séminaires que le PNUE parraine, en collaboration avec les commissions économiques régionales de l'ONU, afin d'étudier d'autres modes de vie et de développement du point de vue de la viabilité à long terme. On a conscience que (a) chaque région a ses propres problèmes, besoins, niveaux de développement, structures politiques et socio-économiques, patrimoines physique et culturel, etc., qui exigent différentes approches et priorités, et que (b) la communauté internationale dans son ensemble, constituée des pays développés et de ceux en développement, est confrontée à de graves problèmes qu'il est devenu de plus en plus difficile de résoudre au moyen des approches traditionnelles et des institutions existantes. Au vu de cette situation, le PNUE est en train d'organiser, avec la coopération de la CEA, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), des séminaires qui seront tenus à des dates différentes au cours de 1979 et dont chacun aura son propre ordre du jour reflétant les préoccupations de la région. A notre sens, ces

séminaires ne représentent que le début d'un processus qui consiste à repenser les objectifs ainsi que le support institutionnel en vue de les réaliser.

Cette nécessité de repenser le développement concerne toutes les parties du monde. Je voudrais à cet égard attirer votre attention sur trois grands aspects. Dans la formulation des stratégies du développement, il importe de prendre en considération et d'évaluer des variantes et des arbitrages. Il est de plus en plus prouvé qu'aucun développement soutenu à long terme n'est possible si l'accent n'est pas placé à un stade de conceptualisation très précoce sur les éléments suivants :

a) Les politiques de développement doivent être conçues et édifiées sur un fondement solide de participation au processus, organisée et informée, de la part de la population.

b) Les stratégies de développement doivent prendre du champ par rapport à l'asservissement à l'importation et à l'imitation des "sociétés de consommation". Etant donné les contraintes imposées par leurs niveaux technologiques actuels, leur base de ressources naturelles, leur capacité d'organisation et leur soutien financier, il n'est en aucune façon possible aux pays en développement de pourvoir aux besoins des élites sans tenir compte des demandes de groupes plus nombreux et populaires. Par ailleurs, la consommation et la production sont liées et doivent être abordées ensemble; cette équation implique des changements institutionnels et des modifications dans les styles de vie individuels et sociaux.

c) Un corollaire essentiel de l'élément précédent est la nécessité pour les pays industrialisés d'exercer une surveillance minutieuse de leurs propres modes de vie et de développement. Il est de plus en plus clair que la pression subie par la base des ressources et la détérioration de l'environnement sont en train de s'aggraver à une vitesse telle qu'elles menacent les écosystèmes qui sous-tendent la vie. Dans un monde interdépendant, il n'est possible de justifier ni d'un point de vue écologique ni sur le plan de la justice internationale des sociétés ou des secteurs de société à haute consommation. Nous sommes affrontés à des problèmes mondiaux mais, tout compte fait, la plus grande part de responsabilité revient aux pays industrialisés qui consomment davantage de ressources naturelles et polluent davantage la biosphère.

L'étude de ces aspects du développement permet de mieux comprendre et percevoir :

- que, dans tous les domaines touchant aux modes de vie et de développement et dans la réalisation de tous les objectifs, on a besoin d'un ensemble plus cohérent de politiques;
- que le développement doit être réalisé par le peuple et au profit de celui-ci; il devrait leur permettre d'exercer un contrôle sur les décisions qui touchent à leurs intérêts vitaux et de satisfaire leurs besoins matériels, culturels et spirituels;
- qu'il est également essentiel de procéder à une évaluation réaliste des risques et des opportunités qui sont en cause sur les plans économique, social et environnemental;
- que le processus du développement devrait englober la transformation des structures politiques, économiques et sociales et s'harmoniser avec l'environnement;
- que l'adoption de modes de vie et de développement de substitution facilitera, selon toute probabilité, la quête d'un nouveau système de relations économiques internationales;
- et que finalement, après s'être mis d'accord sur les objectifs à long terme, il faut prendre immédiatement des dispositions en vue de la réalisation de ces objectifs.

Au cours de ses 21 ans d'existence, la CEA a joué un rôle d'importance vitale en renforçant le développement économique et social des pays africains. Le PNUE garde une profonde reconnaissance pour l'initiative prise par la CEA et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui eut pour résultat, en 1973, la Déclaration des chefs d'Etat africains au sujet du développement qui, entre autres, apporte son soutien à la protection de l'environnement et au développement viable. En outre, dans son programme de travail, la CEA a entrepris de suivre de près l'évolution de la situation environnementale et de favoriser l'adoption de modes de développement qui puissent être soutenus à long terme. Notre Directeur exécutif approuve ces efforts de la CEA et a l'intention de collaborer avec elle et les Etats membres de la région à la réalisation des objectifs fixés dans la Déclaration de 1973.

Les pays africains sont aujourd'hui affrontés à plusieurs graves problèmes environnementaux. Bon nombre de ces problèmes, y compris le déboisement, la désertification, la dégradation des sols et l'érosion, la détérioration de la qualité de l'environnement dans les établissements humains. Proviennent de leur état et modes de développement actuels.

Le plus grand défi adressé aux pays de la région africaine consistera à satisfaire les besoins essentiels et à améliorer la qualité de la vie de leurs populations tout en assurant parallèlement la protection et la mise en valeur de l'environnement. Le choix ne se situe pas entre environnement et développement; il se situe au niveau des différentes stratégies pour atteindre les mêmes objectifs de développement d'une manière qui soit saine et viable du point de vue de l'environnement. Ce qu'il est nécessaire de garder à l'esprit, c'est que certaines stratégies endommagent moins l'environnement que d'autres. Ceci signifie à son tour que les planificateurs et les responsables doivent être capables d'évaluer les incidences sociales et environnementales des diverses stratégies de développement.

Nous formons l'espoir que les participants de ce séminaire s'attacheront à la nécessité et aux possibilités d'adopter d'autres modes de vie et de développement en tant que premier pas en direction d'un développement écologiquement sain dans la région africaine. La situation n'est pas exempte d'une certaine urgence, car il semble bien que les pays africains sont en train d'adopter de façon croissante des modes de consommation et des styles de vie qui se sont avérés sources de gaspillage des ressources dans les pays industrialisés. Si cette tendance se poursuit, ils pourraient bien se retrouver en proie aux problèmes environnementaux qui affligent les pays riches, mais sans disposer des ressources nécessaires pour venir à bout de ces problèmes.

Avant de conclure, je voudrais dire quelques mots au sujet des objectifs que vous pouvez souhaiter atteindre au travers de vos débats. Le premier objectif serait de formuler un cadre cohérent d'idées et de prescriptions qui permettrait aux gouvernements de la région d'examiner et d'analyser valablement l'intégration des préoccupations environnementales aux objectifs et politiques économiques et de discerner dans quelle mesure cette intégration est susceptible d'exiger des modifications dans les modes de vie et de développement actuels. Un objectif tout aussi important serait de stimuler un effort continu dans chacun des pays de la région en vue de l'adoption de projets, de programmes et de politiques à caractère sain du point de vue de l'environnement et, à cette fin, de mettre l'accent sur des domaines soigneusement sélectionnés en vue de l'action aux échelons national et international. Un troisième objectif qu'il me semble valoir la peine de poursuivre est un échange d'idées et d'expériences non seulement sur la manière de formuler des perspecti-

ves, des stratégies et des méthodes à long terme en vue de réaliser les objectifs du développement, mais aussi sur des exemples pratiques qui témoignent de la validité de ces perspectives; il conviendrait également d'échanger des idées sur les façons concrètes de mettre en oeuvre les nouvelles approches, ce qui pourrait, entre autres, constituer une contribution à la préparation de la nouvelle stratégie internationale du développement.

Séminaire sur les modes de vie et de développement de remplacement pour la région de l'Asie et du Pacifique

Bangkok, 14-18 août 1979

Organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Déclaration liminaire de M. SVENELD EVTEEV
Sous-Directeur exécutif et représentant du Directeur exécutif du PNUE

En procédant à l'ouverture du Séminaire au nom de M. Mostafa Tolba, Directeur exécutif du PNUE, M. Sveneld Evteev a exprimé au Secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique sa profonde gratitude pour l'appui qu'il avait apporté aux préparatifs du Séminaire qui, espérait-il, stimulerait une action concrète pour permettre aux modes de développement écologiquement prudents et socio-économiquement acceptables de se réaliser dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Beaucoup de débats ont eu lieu dernièrement au sujet de modes de vie et de développement de remplacement. Bien entendu, la perspective de ces débats varie d'un forum à l'autre. Mais la cause principale de cette recherche de variantes semble bien être un certain désenchantement, pour ne pas dire consternation, au sujet des modes de croissance pratiqués aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement. Ce désenchantement est dû surtout aux réalisations de la croissance économique par rapport à :

- a) la suppression de la pauvreté et de la privation matérielle;
- b) le redressement des inégalités économiques aux échelons national et international;
- c) la poursuite de l'autosuffisance nationale et de l'identité culturelle;
- d) la protection et l'amélioration de l'environnement et le renforcement de la qualité de la vie.

Tout ce présent débat au sujet des variantes a sans aucun doute contribué à clarifier les questions et à centrer l'attention sur les rela-

tions qui sont en cause lorsqu'on en vient aux prises avec des problèmes fondamentaux du développement. Toutefois je crains qu'il n'a malheureusement réussi à provoquer de changements sensibles ni dans les modes de consommation et les styles de vie des individus, ni dans les politiques officielles, ni dans la structure de la coopération internationale en vue du développement. Il importe de prendre en main sans tarder une action sérieuse et bien coordonnée aux échelons national, régional et international afin de permettre à l'homme de vivre partout dans la dignité et le contentement de son sort et d'assurer le bien-être à long terme des sociétés. C'est l'espoir sincère du PNUE que cette assemblée de planificateurs et de responsables du développement aidera à stimuler à divers niveaux cette action et cette coopération concrètes.

Des choix se présentent constamment à tous les niveaux de la prise de décisions au sujet de diverses questions complexes en rapport avec le développement dont, entre autres, les programmes, les projets, les politiques, les sites, les procédés, les produits, les exportations, les importations, la coopération et l'assistance techniques. Il est de plus en plus clair que ces choix critiques se résolvent en gardant à l'esprit les perspectives non seulement des sociétés et de la nation mais encore du monde entier, et que nos actions sont entreprises en esprit de solidarité avec les défavorisés, les jeunes et ceux qui sont encore à naître.

Nul besoin de souligner que dans la recherche en cours de variantes satisfaisantes aux modes de développement, la dimension environnementale comme point de départ est d'importance cruciale. Il vaut peut-être la peine de récapituler les raisons pour lesquelles il en est ainsi.

Premièrement, la prise en considération de l'environnement exige que les planificateurs et les responsables tiennent compte systématiquement du bien-être des jeunes et des générations futures. Il en va ainsi, par exemple, non seulement par rapport aux contrôles des niveaux et des genres de pollution de l'environnement, mais aussi par rapport au maintien et au renforcement même du stock de ressources naturelles essentielles.

Deuxièmement, elle exige que l'ordre public soit carrément concerné par le problème de la pauvreté absolue et de la dégradation concomitante de l'environnement.

Troisièmement, elle centre l'attention sur les véritables risques que font courir à la vie humaine le pillage continu des ressources

naturelles et les dommages infligés à l'environnement.

Quatrièmement, étant donné les limites de la disponibilité des ressources naturelles et du fait que la poursuite de l'intérêt économique constitue un phénomène universel, elle met à nu les implications du fonctionnement aveugle des forces du marché mondial et national pour le bien-être de ceux qui s'engagent tardivement sur la voie du développement.

Cinquièmement, elle suscite de nouvelles opportunités d'orienter la poursuite de l'amélioration de la qualité de la vie en tout lieu en fonction de facteurs qui devraient aider l'homme à vivre en harmonie avec la nature, sa culture et ses semblables.

L'environnement ne constitue pas un secteur distinct de l'activité humaine par rapport à l'industrie, l'agriculture, la santé ou le commerce international; il est un aspect essentiel de toutes ces activités sectorielles. En effet, dans une conjoncture de faible niveau de bien-être économique, l'amélioration de l'environnement et le développement économique peuvent aller de pair, et le font souvent. Mais, avec l'accélération du rythme de développement, des choix difficiles se présentent et il devient de plus en plus nécessaire de faire soigneusement le point des éventuelles conséquences pour l'environnement qu'entraîneraient les diverses lignes de conduite. Il conviendrait, en conséquence, de connaître, autant que faire se peut, la nature, l'ampleur et la répartition des coûts et avantages liés à ces conséquences avant de prendre des décisions au sujet du développement. En pratique cependant, ce n'est pas facile. Il est nécessaire d'identifier et de mettre au point des méthodes et des outils d'analyse qui permettraient ainsi de comprendre et d'évaluer les implications des diverses activités sectorielles.

L'essentiel de votre ordre du jour est constitué par les questions de la nature de modes de développement de substitution, de la possibilité de les adopter et des mécanismes de leur mise en œuvre qui, tout en répondant aux besoins urgents des habitants de la région, seraient en même temps prudents du point de vue de l'environnement. Il est peu vraisemblable que ces modes soient uniformes pour tous les pays. Néanmoins deux éléments sont à souligner:

1) Jamais la nécessité impérieuse de trouver des solutions à long terme aux problèmes pressants du développement n'a été d'importance aussi critique qu'aujourd'hui.

2) Il est déjà possible de discerner à l'horizon des réponses prometteuses en ce qui concerne certaines pratiques, politiques et pro-

grammes qui ont été lancés dans différents pays de la région de la CESAP, ainsi que dans d'autres régions.

Les problèmes d'environnement et de développement auxquels sont affrontés plusieurs pays de la région de la CESAP incitent au découragement. Les problèmes de la pauvreté et du chômage largement répandus, doublés des grandes populations en croissance, d'une part, et les limites de plus en plus rigoureuses de la disponibilité des ressources naturelles, d'autre part, exigent une réflexion fondamentale et novatrice. Cependant la richesse et la diversité de l'expérience de cette région qui rendent possibles des améliorations durables de la qualité de la vie pour ses populations sont également extraordinaires. Cette expérience va depuis la mise en application appropriée de techniques traditionnelles, les utilisations imaginatives de ce qui est considéré habituellement comme des déchets et les ajustements harmonieux des établissements humains, jusqu'aux conditions écoystémiques disponibles, aux grandes interventions en vue d'effectuer des changements radicaux dans les écosystèmes qui soutiennent la vie et à l'application de la technologie moderne au combat contre la dégradation de l'environnement. Dans ce contexte, il est vraisemblable que les conclusions et les recommandations que proposera cette assemblée comporteront des leçons pratiques non seulement pour les pays de la région mais aussi pour d'autres régions, ainsi que pour la coopération internationale en vue du développement en tant que telle.

Les documents de base préparés à l'intention de ce séminaire reflètent la diversité des circonstances existantes et des conceptions opérationnelles, en dépit du fait que le problème du discernement et de l'adoption de variantes prudentes pour le développement soit universel.

Il n'était évidemment pas question que les sujets choisis pour ces documents ou leurs traitements soient exhaustifs. A mon sens, ces exposés cherchent en gros à illustrer la nature et l'ampleur de certains des principaux problèmes d'environnement et développement de la région, de clarifier le contexte dans lequel il faut les résoudre, y compris les interactions dynamiques entre eux et avec d'autres circonstances environnantes, et de présenter, aussi souvent que possible, sur la base d'analyses d'études de cas des conclusions en matière de politique à suivre et de planification. En dehors de l'identification de certaines variantes techniques désirables, ces conclusions vont depuis les mesures à prendre pour l'évaluation et la gestion de l'en-

vironnement, la législation appropriée, les politiques relatives au commerce, à la fixation des prix et à l'imposition, la coopération technique et économique, l'éducation et la formation, les innovations institutionnelles et ainsi de suite, jusqu'aux changements fondamentaux dans la répartition du capital des ressources, ainsi que l'accès à celles-ci, dans les structures de la prise de décisions, dans les systèmes de valeurs, dans l'évolution et l'application de la technologie, ainsi que dans l'utilisation des connaissances en général.

Bien que ces documents reflètent les points de vue d'experts travaillant dans leurs domaines respectifs, je n'éprouve pas le moindre doute que vous ajouterez avec bonheur à leur contenu et que vous les placerez dans la perspective pratique qui leur convient grâce à vos contributions aux débats sur les différents points de l'ordre du jour.

Permettez-moi de souligner à cet égard que, si dans des situations de privation matérielle, de pauvreté et de chômage très répandues, il convient que la croissance économique rapide soit saine du point de vue de l'environnement, il est clair que la composition, la répartition et l'extension géographique de cette croissance doivent être soigneusement orientées de façon à réaliser les objectifs de développement social et d'amélioration durable de la qualité de la vie pour la majorité de la population. Il est nécessaire de souligner particulièrement quatre aspects :

- 1) la minimisation des déchets dans l'utilisation des ressources naturelles;
- 2) le respect de l'intégrité des écosystèmes et l'introduction de modifications dans ceux-ci après une évaluation soignée des conséquences écologiques probables de l'intervention;
- 3) la lutte contre la dégradation de l'environnement, qu'elle soit de caractère naturel ou artificiel, et la réduction maximale de cette dégradation lorsqu'elle s'avère inévitable;
- 4) lier la mise en valeur de l'environnement au développement socio-économique et faire usage, dans toute la mesure du possible, des complémentarités qui existent entre eux.

La plupart des documents illustrent assez longuement le mobile de l'adoption d'une approche intégrée à la solution des problèmes d'environnement et développement. Plus important, certains de ces documents font apparaître clairement combien il serait fallacieux et futile de considérer soit le développement soit l'environnement de façon globale, étant donné les inégalités initiales dans l'accès aux

ressources et les niveaux de bien-être entre les pays et au sein de ceux-ci. Par exemple, le fait que le monde dans son ensemble dispose de la technologie pour produire suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir, mettons, une population quatre fois plus nombreuse que celle du monde actuel sans transgresser les limites extrêmes de l'environnement ne contribue pas en lui-même à assurer que ceux qui sont sous-alimentés seront nécessairement bien nourris grâce à l'utilisation de cette technologie, ou que le cercle vicieux de la dégradation de l'environnement et de la pauvreté absolue sera rompu par l'application de cette technologie là où elle est le plus nécessaire.

De la relation environnement-développement s'ensuivent certaines conclusions qui peuvent être brièvement décrites comme suit :

Premièrement, plusieurs problèmes environnementaux du développement transcendent souvent les juridictions nationales en sorte qu'une coopération internationale est nécessaire pour leur trouver des solutions durables. Ceci n'est pas seulement vrai en ce qui concerne l'utilisation de ressources naturelles partagées et les communs mondiaux, mais aussi par rapport au commerce international des ressources naturelles peu abondantes et à la préservation du patrimoine du genre humain comme dans le cas des forêts tropicales et équatoriales et de la faune et flore sauvages menacées d'extinction.

Deuxièmement, les extrêmes dans les niveaux de consommation et les grandes inégalités dans l'accès aux ressources mènent souvent à la dégradation de l'environnement et à l'épuisement des ressources. Il existe donc un lien important entre la répartition très étendue des retombées du développement et l'amélioration de l'environnement.

Troisièmement, il n'y a pas automatiquement conflit entre la croissance de la production ou celle de la productivité des ressources et la protection et l'amélioration de l'environnement. Ceci se manifeste clairement dans les diverses façons dont certains pays de cette région ont réussi à recycler les déchets en vue d'une production accrue, d'un plus grand nombre d'emplois et d'une amélioration de l'hygiène du milieu. C'est aussi amplement démontré par la réussite de plusieurs méthodes de croissance économique basées sur la décentralisation géographique et par certains programmes d'amélioration de l'environnement au niveau communautaire qui ont simultanément créé des emplois et renforcé la productivité des ressources. Dans les pays développés, il est également de plus en plus prouvé que les mesures prises en faveur de l'environnement ont produit d'importantes retombées économiques.

Quatrièmement, il est beaucoup moins coûteux et beaucoup plus efficace d'intégrer au départ les facteurs environnementaux au processus de prise de décisions et à la planification en vue du développement que de réagir après coup à ces facteurs, une fois que le développement est devenu réalité.

Cinquièmement, comme l'environnement ne constitue pas un secteur distinct de l'activité humaine mais un aspect crucial de ses activités sectorielles, la recherche de variantes écologiquement prudentes en matière de développement doit s'interpénétrer avec la recherche de variantes fondées sur d'autres considérations pressantes telles que le soulagement de la pauvreté, la réalisation du plein emploi et l'autosuffisance nationale.

Sixièmement, il n'est pas possible de garantir l'applicabilité et la viabilité pratique des autres modes de développement à moins d'une participation large et bien informée à la prise de décisions. Il est nécessaire d'influencer les attitudes et les perceptions des gens grâce à l'éducation et la formation en matière d'environnement et à la diffusion d'informations à son sujet; mais, chez les gens eux-mêmes, il existe un ensemble important de sagesse et de connaissances au sujet des ajustements aux conditions environnementales. La mise au point d'autres modes de développement doit tirer parti de ces connaissances traditionnelles et de ces méthodes d'ajustement à l'environnement.

Septièmement, la question de la détermination autonome de styles de vie désirables est d'importance extrêmement cruciale pour la réalisation d'améliorations écologiquement viables de la qualité de la vie. Il en est ainsi, non pas simplement parce que les styles de vie associés à l'expérience récente de la croissance économique dans les pays développés sont susceptibles de ne pas pouvoir être reproduits dans les pays pauvres à cause de la limitation de ressources, mais aussi—et à fortiori—parce que ce n'est peut-être pas désirable de le faire dans l'intérêt du bien-être social à long terme. Dans cette région en particulier, il existe un ensemble considérable et organisé de pensées articulées sur la nécessité de mettre au point des modes de vie et de développement autonomes.

Le PNUE s'attend à ce que le séminaire actuel aide, entre autres, le système des Nations Unies à passer des clarifications théoriques à l'action dans le domaine de la relation intime entre environnement et développement. Au début de l'an prochain, les Nations Unies délibéreront d'une stratégie internationale du développement pour

les années 80. L'Assemblée générale a décidé que la nouvelle stratégie internationale du développement s'attacherait avant tout à l'obtention d'un nouvel ordre économique international. Il est vraisemblable que certains des problèmes environnementaux des pays en développement proviennent des relations asymétriques entre pays développés et en développement. Quelques exemples en sont fournis par les incidences sur l'environnement de la monoculture et des cultures de rapport en vue de l'exportation, par la surexploitation des ressources naturelles, y compris des ressources biologiques de la mer, par l'épuisement rapide des minéraux et des combustibles fossiles pour le maintien de modes de production et de consommation à forte intensivité de ressources et par dégradation des terres provoquées par certaines activités minières et industrielles de sociétés transnationales.

Par ailleurs, les mesures prises par les pays développés en vue de protéger leur environnement sont susceptibles, en certaines circonstances, d'exercer un effet de plus en plus fort sur l'économie et l'environnement des pays en développement. Les exemples comprennent les restrictions à motivations écologiques sur les importations, la redistribution des capacités de production pour des raisons environnementales et la hausse des coûts des importations pour les pays en développement du fait de l'application de normes environnementales rigoureuses dans les pays développés. Il n'y a pas de doute qu'il est nécessaire de tenir compte des aspects environnementaux dans les négociations en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Ceci ne devrait néanmoins pas distraire de la nécessité urgente de discerner et d'adopter des variantes écologiquement prudentes dans le cadre de la formulation des politiques à suivre en matière de développement national.

La documentation de base très variée dont vous disposez devrait vous être de quelque utilité dans vos débats. Mais, plus important, le fonds impressionnant de connaissances et d'expérience de la planification pratique du développement réuni dans cette assemblée devrait l'aider à définir en perspective les préoccupations et les questions qui sont en cause, ainsi que les mesures à prendre et les principes d'action, afin de rendre possible un développement satisfaisant du point de vue socio-économique qui soit en même temps écologiquement prudent.

Séminaire sur les modes de vie et de développement de remplacement pour la région latino-américaine

Santiago-du-Chili, 19-23 novembre 1979

Organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine (CEPAL)

Déclaration liminaire de M. MOSTAFA K. TOLBA
Directeur exécutif du PNUE

En procédant à l'ouverture du Séminaire, le Directeur exécutif du PNUE, M. Mostafa Tolba, a exprimé au Secrétariat de la Commission pour l'Amérique latine sa profonde gratitude pour l'appui qu'elle avait apporté aux préparatifs du Séminaire et indiqué que la CEPAL avait été un des premiers organismes à tenter d'élaborer une théorie du développement, avec pour résultat le commencement de l'admission qu'il ne pouvait y avoir de pleine compréhension du monde d'aujourd'hui si l'on ne tenait pas compte des interactions complexes entre les systèmes économiques.

Il est de plus en plus admis que la planification concrète du développement économique à tous les niveaux doit refléter une appréciation des incidences réciproques, complexes et inhérentes, de l'environnement et du développement. En sélectionnant des variantes de développement—que ce soit en fonction de politiques, de programmes ou de projets—, il n'est pas possible de prendre isolément en considération les objectifs environnementaux sans tenir compte d'autres facteurs tels que la croissance des revenus, l'expansion de l'emploi, le soulagement de la pauvreté et une répartition plus équitable du revenu et des richesses. Il faut intégrer tous ces objectifs dans un mode de développement viable, qu'il se situe à l'échelon national ou international.

Ces questions, qui furent soulevées pour la première fois lors de la phase préparatoire à la Conférence de Stockholm, font à présent l'objet d'études et d'analyses détaillées en termes concrets grâce à cette série de séminaires régionaux. Entre temps, notre compréhension de la question environnement-développement s'est approfondie et a revêtu un caractère plus opérationnel.

Il se déroule de nos jours un débat de grande portée sur la nature, la signification et la finalité des buts et objectifs du développement. On peut dire de façon générale que ce débat a surgi d'un certain désenchantement à l'égard de l'expérience faite avec les cibles de croissance économique au cours des vingt dernières années—un désenchantement particulièrement marqué lorsque sont examinées les réalisations par rapport à :

- la suppression de la pauvreté et de la privation matérielle ;
- la protection et la mise en valeur de l'environnement, accompagnées du maintien et de l'amélioration de la qualité de la vie.

Il est intéressant de noter que l'intérêt porté aux variantes appropriées en matière de croissance économique et de styles de vie ne se limite pas aux seuls pays en développement. Le développement constitue un phénomène universel et perpétuel qui englobe tous les pays. On ne cesse de soulever des questions au sujet de la composition, de la répartition et de la motivation de la croissance économique, et de l'effet de cette croissance sur le bien-être social et individuel. Ces préoccupations comportent également les questions d'auto-suffisance nationale ou de minimisation de la dépendance à l'égard de l'extérieur, spécialement à la suite des hausses vertigineuses du prix international des hydrocarbures. Des sections de plus en plus larges de la société se demandent ce que les pays développés devraient faire ou ne pas faire en ce qui concerne leurs modes de croissance pour réduire les incidences négatives de la production et de la consommation sur les pays en développement et, en particulier, sur leurs systèmes alimentaires et agricoles.

Dans le monde en développement, l'Amérique latine occupe une place spéciale lorsqu'on envisage ce qu'il faudrait faire pour mettre au point des modes de production et de consommation authentiques et écologiquement sains. La plupart des pays de cette région ont l'expérience d'un développement économique et social organisé et l'ont expérimenté au cours de longues périodes. Ils ont acquis une compréhension directe de plusieurs problèmes sociaux et environnementaux liés à la réalisation rapide de niveaux élevés d'industrialisation et de croissance économique. En même temps, ils ont fait l'expérience des problèmes sociaux et environnementaux liés à la pauvreté, aux inégalités prononcées dans la répartition des avoirs et des revenus et aux écarts entre régions des niveaux de vie et de la mise

en valeur des ressources. Un grand nombre ont fait l'expérience particulièrement cuisante de problèmes économiques et environnementaux créés, ou exacerbés, par la faiblesse de leur pouvoir de négociation dans le commerce international et les marchés d'investissement. Certains ont aussi fait l'expérience de la promesse d'un développement autonome et socialement satisfaisant qu'offre la coopération technique et économique entre pays en développement. En raison de leurs niveaux élevés d'alphabétisation et de leur forte conscience politique, ils se trouvent également en position favorable pour amorcer et maintenir des modes de développement d'avant-garde à large base.

En dépit des écrits et des commentaires nombreux sur la nécessité de variantes appropriées pour le développement, il est regrettable de devoir noter qu'il y a peu d'indications jusqu'à présent d'un progrès décisif dans les modes de vie et de consommation, dans les politiques officielles ou dans la structure et le contenu de la coopération internationale en vue du développement. Tout au contraire, il semblerait que les problèmes de la pauvreté, des inégalités de la répartition, de la dégradation de l'environnement, du gaspillage dans l'utilisation des ressources, de l'érosion de la qualité de la vie, de la perte d'auto-suffisance et d'identité culturelle sont en train de devenir de plus en plus difficiles à traiter et agissent toujours plus les uns sur les autres. On a pas à chercher loin pour en découvrir les raisons. Je suis persuadé que ces problèmes sont dus à l'incapacité persistante des responsables de saisir la nature inhérente de la relation qui existe entre la population, les ressources, l'environnement et le développement. Un véritable engagement à la cause de la protection et de la mise en valeur de l'environnement contribuerait considérablement à la réalisation du mode de développement et de vie auquel des gens dans le monde entier se sont convertis instinctivement au cours des dernières années. Lorsqu'il est correctement compris dans sa relation au développement, l'environnement sert de force d'unification et d'intégration et facilite la réalisation efficace de nombreux objectifs pressants du développement dans le monde contemporain. C'est pourquoi j'attends de ce séminaire, centré avant tout sur la relation unique et inhérente entre l'environnement et le développement, qu'il stimule et catalyse une action concrète aux échelons national, régional et international, qu'il aille en fait au-delà de la clarification théorique pour discerner le contenu opérationnel de la relation environnement—développement.

L'environnement ne constitue pas un élément distinct de l'activité humaine comme l'industrie, l'agriculture, la santé ou le commerce international ; il fait partie intégrante de toutes ces activités. Par ailleurs, l'intérêt porté à l'environnement, à la qualité de la vie actuelle, au futur bien-être des jeunes et à l'éthique intergénérationnelle constitue des préoccupations naturelles et compréhensives pour les êtres humains du monde entier. Ces préoccupations mettent clairement en relief l'interdépendance des gens et des sociétés, avec la nécessité subséquente d'une action concertée, tout comme elles soulignent l'interdépendance des pays en ce qui concerne le bien-être mondial et la nécessité correspondante d'une coopération internationale créatrice. Alors que la pauvreté largement répandue et la dégradation de l'environnement s'exacerbent mutuellement avec des conséquences désastreuses et parfois irréversibles pour le bien-être humain, l'ordre public doit se soucier du problème essentiel de la suppression de la pauvreté ou de la privation matérielle.

La prise en considération des conséquences environnementales centre l'attention sur les implications néfastes du gaspillage de la consommation et de l'abus des ressources naturelles, ainsi que sur les risques que font courir à la vie humaine la surexploitation continue des ressources naturelles et l'abus de notre milieu ambiant et de notre patrimoine commun. Ces considérations mettent à nu la façon dont le fonctionnement incompétent des mécanismes du marché des ressources naturelles influe sur un écodéveloppement délicat et handicapent les efforts des nations engagées tardivement dans le processus du développement. Par-dessus tout, lorsqu'elles se situent au stade initial de la planification, les considérations environnementales sont susceptibles d'offrir, selon toute vraisemblance, de nouvelles possibilités à une utilisation efficace de ressources peu abondantes.

Au début du débat sur les problèmes environnementaux, le grand public avait tendance à les identifier à ceux de la lutte contre la pollution, de la conservation de la faune sauvage et de la protection de la nature à motivation esthétique. Ces perceptions ont donné lieu à certaines réserves et appréhensions dans les pays en développement ; ils considéraient que cette préoccupation au sujet de l'environnement était inopportune par rapport à leurs propres situations liminales et qu'elle compromettrait gravement leurs efforts en vue de s'industrialiser rapidement et de diversifier et moderniser leurs économies. Toutefois, dès la Conférence de Stockholm, on

s'est efforcé constamment de clarifier la nature des interactions mondiales. Au travers de cet effort, non seulement les économistes et les écologistes se sont rapprochés dans leur compréhension théorique, mais les physiciens ont également joué un rôle considérable dans la détermination des interactions et des relations provoquées qui se produisent entre les activités socio-économiques et les phénomènes physiques. L'évaluation, la surveillance continue et la gestion de l'environnement par le PNUE sont un reflet des progrès accomplis depuis 1972 et des difficultés inhérentes à l'évaluation des conséquences qu'entraîne le développement sur les plans tant économique et social qu'environnemental.

L'examen de la relation environnement-développement, tel qu'il a été poursuivi au cours des dernières années, fournit un certain nombre d'aperçus :

Premièrement, les problèmes environnementaux du développement transcendent souvent les juridictions nationales en sorte qu'une coopération internationale est nécessaire pour leur trouver des solutions durables. Ce n'est pas seulement vrai en ce qui concerne l'utilisation de ressources naturelles partagées et les communs mondiaux, mais aussi par rapport au commerce international des ressources naturelles peu abondantes et à la préservation du patrimoine du genre humain pour ce qui est des forêts tropicales et équatoriales et de la faune sauvage menacées d'extinction.

Deuxièmement, les extrêmes dans les niveaux de consommation et les grandes inégalités dans l'accès aux ressources mènent souvent à la dégradation de l'environnement et à l'épuisement des ressources. Il existe donc un lien important entre la répartition très étendue des retombées du développement et l'amélioration de l'environnement.

Troisièmement, il n'y a pas automatiquement conflit entre la croissance de la production ou la croissance de la productivité des ressources et la protection et l'amélioration de l'environnement. Ceci se manifeste dans le succès remporté par le recyclage des déchets en vue d'une production accrue, d'un plus grand nombre d'emplois et d'une amélioration de l'hygiène du milieu. Cela se voit aussi dans certains programmes d'amélioration de l'environnement au niveau communautaire qui ont créé simultanément des emplois et renforcé la productivité des ressources. Il est également de plus en plus prouvé que les mesures prises en faveur de l'environnement ont produit d'importantes retombées économiques dans les pays développés.

Quatrièmement, il est beaucoup moins coûteux et beaucoup plus efficace d'intégrer au départ les facteurs environnementaux au processus de prise de décisions et à la planification en vue du développement que de réagir à ces facteurs à un stade ultérieur.

Cinquièmement, il n'est pas possible de garantir l'applicabilité et la viabilité pratique d'autres modes de développement à moins d'une participation large et bien informée au processus de prise de décisions. Il est essentiel d'influencer les attitudes et les perceptions des gens grâce à l'éducation, à la formation en matière d'environnement et à la diffusion d'informations à son sujet. En même temps, il existe chez les gens eux-mêmes un fonds résiduel de traditions et de sagesse écologiques au sujet des ajustements aux conditions environnementales. Il faut que la mise au point d'autres modes de développement tire parti de ces connaissances et de ces méthodes d'ajustement. L'autosuffisance est l'un des éléments fondamentaux sur lesquels devrait s'édifier le développement. Une méthode décentralisée est une condition préalable importante si l'on veut encourager une plus forte participation à la planification et au développement.

Sixièmement, la question de la détermination autonome de styles de vie désirables est d'importance cruciale pour la réalisation d'améliorations écologiquement viables de la qualité de la vie. Il en est ainsi, non pas simplement parce que les styles de vie associés à l'expérience récente de la croissance économique dans les pays développés sont susceptibles de ne pas pouvoir être reproduits dans les pays pauvres à cause de la limitation de leurs ressources, mais aussi—et c'est plus important—parce que ce n'est peut-être pas désirable de le faire dans l'intérêt du bien-être social à long terme.

L'Organisation des Nations Unies va bientôt délibérer d'une stratégie internationale du développement pour les années 80 et, comme nous en sommes bien conscients, l'Assemblée générale a décidé que cette nouvelle stratégie internationale du développement s'attacherait avant tout à l'obtention d'un nouvel ordre économique international. Dans ce contexte, nous commençons à percevoir que certains des problèmes environnementaux des pays en développement proviennent d'une relation asymétrique entre ceux-ci et les pays développés, notamment concernant les incidences sur l'environnement de la monoculture et des cultures de rapport en vue de l'exportation, la surexploitation des ressources naturelles (y compris des ressources biologiques de la mer), l'épuisement rapide des minéraux et des combustibles fossiles pour le maintien de modes de

production et de consommation à forte intensivité de ressources et la dégradation des terres provoquées par certaines activités minières et industrielles des sociétés multinationales. Par ailleurs, les mesures prises par les pays développés en vue de protéger leur environnement sont susceptibles, en certaines circonstances, d'exercer un effet de plus en plus fort sur le développement et l'environnement des pays en développement. Les exemples comprennent les restrictions à motivations écologiques sur les importations, la redistribution des capacités de production pour des raisons environnementales et la hausse des coûts de l'importation pour les pays en développement du fait de l'application de normes environnementales rigoureuses dans les pays développés.

Il y a également toute la série des questions portant sur l'importation sans examen critique préalable d'une technologie inappropriée des points de vue social et environnemental dans les pays en développement, au moyen de l'aide liée ou d'autres mécanismes de transfert. A mon sens, il est d'importance cruciale que les responsables et les planificateurs apprécient pleinement les interactions entre les questions de dépendance et les déformations structurelles, entre la perpétuation d'un statut périphérique dans le développement économique mondial et les problèmes sociaux et économiques persistants tels que les poches d'intense pauvreté, les extrêmes dans la répartition du revenu et des richesses et le chômage à grande échelle. Il faut également qu'ils se préoccupent des problèmes en rapport avec la dégradation de l'environnement, l'épuisement des ressources et la détérioration de la qualité de la vie. Je suis content qu'un nombre considérable de documents rédigés à l'intention de ce séminaire aient essayé de clarifier ces interactions.

Bien entendu, il n'est pas question d'une seule méthode rigide, universellement acceptable, pour la réalisation d'un développement socialement satisfaisant et viable. En même temps, il est clair qu'il est nécessaire de fonder les méthodes et les solutions spécifiques adaptées aux situations particulières sur une étude intégrée des questions en cause. On peut réaliser beaucoup par le discernement et l'adoption de solutions concrètes et écologiquement prudentes en certaines circonstances. Il est peut-être possible de réaliser bien plus encore en fournissant à l'appareil méthodologique de l'évaluation des coûts et avantages des variantes pour l'environnement et le développement, une base plus étendue qui englobe les facteurs de qualité de la vie des populations concernées. D'autre part, il demeure également

important d'orienter les négociations dans les divers forums traitant des questions économiques et autres vers la création de conditions de véritable interdépendance entre pays et l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui servira au mieux les intérêts des pays développés comme de ceux en développement.

La documentation de base très variée dont vous disposez vous aidera dans vos débats. Mais ce que je considère de plus haute importance, c'est le fonds impressionnant de connaissances et d'expérience de la planification pratique du développement réuni dans cette assemblée et qui vous permettra d'étudier la nature et l'applicabilité d'autres modes de développement qui soient viables et satisfaisants.

Séminaire sur les modes de vie et de développement de remplacement pour la région européenne

Ljubljana, 3-8 décembre 1979

Organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission économique de l'ONU pour l'Europe (CEE)

Déclaration liminaire de M. SVENELD EVTEEV

Sous-Directeur exécutif et représentant du Directeur exécutif du PNUE

En procédant à l'ouverture du Séminaire au nom de M. Mostafa Tolba, Directeur exécutif du PNUE, M. Sveneld Evteev a exprimé sa profonde reconnaissance au gouvernement de la Slovénie de l'hospitalité offerte au Séminaire, et au Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe de l'appui accordé à ses préparatifs, que le reste du genre humain et les générations à venir seraient concernés de façon vitale par les problèmes qui allaient être débattus.

Il y a presque deux ans, le PNUE a pris l'initiative, en coopération avec les commissions économiques régionales de l'ONU, d'organiser une série de séminaires régionaux sur d'autres modes de vie et de développement.

Le choix de ce sujet constitue le suivi logique des perceptions et définitions mondiales de l'interaction développement-environnement telles qu'elles ont cristallisé et évolué au cours du processus préparatoire à la Conférence de Stockholm et à sa suite.

La définition porte sur tous les aspects : elle englobe l'environnement socio-économique aussi bien que le milieu matériel. Elle a fondamentalement pour prémisses que, si nous voulons parvenir à des solutions satisfaisantes des problèmes de l'environnement et des ressources, nous ne pouvons nous permettre ni le marginalisme ni les méthodes palliatives et morcelées. Il est vrai que ces méthodes nous permettent en certains cas de gagner du temps. Elles peuvent même nous débarrasser de certains graves problèmes. Mais, si nous voulons parvenir à des solutions à plus long terme, il s'impose de mettre au point des méthodes intégrées et structurelles. De plus, il

est essentiel que nous le fassions conjointement au moyen de la consultation, de la coordination, de l'échange d'expériences et de la mise en commun des efforts scientifiques et technologiques. La solution des problèmes les plus critiques n'est à la portée d'aucun pays pris isolément ni même d'un groupe de pays. Nous pouvons encore moins nous permettre de nous contrecarrer les uns les autres.

Par leur nature même, les questions environnementales sont transdisciplinaires. Pour en venir à bout efficacement, il est en général nécessaire de maîtriser les connaissances et les méthodes de différentes disciplines et de combler les brèches institutionnelles et sectorielles traditionnelles. Plus que tout autre, en tant qu'experts engagés, vous êtes pleinement conscients combien il est difficile et éprouvant d'entreprendre cette tâche dans l'action et la prise de décisions quotidiennes. Les questions environnementales sont également de nature systémique. Par l'intermédiaire de sous-systèmes et de cycles physiques et biologiques, elles s'insèrent toutes dans le même système mondial. Ces liens et interdépendances matériels sont encore renforcés et rendus plus complexes par les relations économiques et sociales toujours plus intenses entre pays et par le nombre croissant des effets exercés au-delà des frontières nationales par les politiques et les actions des différents pays.

Il est nécessaire de rappeler constamment ces faits qui sautent aux yeux, car ils expliquent la raison d'être du PNUE et notre position particulière dans la famille des organisations internationales.

Notre optique doit porter au-delà des divisions en secteurs et juridictions, traditionnelles dans le système des Nations Unies: sa portée horizontale doit englober tous les aspects. Même au sein d'une seule institution, c'est déjà une tâche exigeante. Mais notre optique doit également avoir une portée verticale exhaustive qui s'attache à toute la chaîne des causes et effets. Les problèmes environnementaux constituent par excellence une "variable aléatoire". Les problèmes dont vous débattrez sont souvent la conséquence de décisions prises dans des contextes différents qui vont depuis ceux qui, concernent des stratégies et des plans à portée mondiale ou continentale jusqu'à ceux qui, impliquent un seul individu qui prend une décision apparemment personnelle au sujet de la façon dont il va utiliser son temps libre au cours du week-end, de ce qu'il va manger à dîner ou de la fréquence d'utilisation de sa machine à laver la vaisselle au cours de la journée. C'est pourquoi il nous faut aussi nous occuper de questions qui étaient considérées jusqu'à présent

comme appartenant au domaine de l'action nationale ou que les pays n'étaient en général pas prêts à débattre au sein de l'Organisation des Nations Unies, même s'ils les avaient abordées dans leurs propres groupements régionaux. Pour des raisons plus qu'évidentes, nous sommes également profondément concernés par les relations économiques internationales et par l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le sujet des autres modes de développement est inextricablement lié aux autres questions prioritaires de l'ordre du jour international.

C'est en fonction de toutes ces raisons que le PNUE a pensé qu'il valait sans doute la peine de tenir des séminaires régionaux sur d'autres modes de vie et de développement. Leur dessein est d'examiner les évolutions récentes de façon exhaustive et synoptique et de mettre en évidence les diverses interactions entre les questions et entre les objectifs dont nous nous préoccupons de nos jours.

Par leur envergure et leur portée, ces séminaires représentent une innovation dans le système des Nations Unies. Ceux d'entre vous qui avez participé à des échanges et des débats classiques à orientation sectorielle, qui négligent de reconnaître les liens et dépendances réciproques même lorsqu'ils sautent aux yeux, serez satisfaits de l'ordre du jour de ce séminaire de Ljubljana. Il est sans aucun doute difficile et complexe d'établir simultanément des comparaisons à l'échelon international concernant l'utilisation de l'énergie, les systèmes de transport et le rôle de l'automobile, la planification macro-économique et régionale, le rôle des ménages, les motivations et les modes de consommation des particuliers, la programmation à long terme et la planification à l'échelle mondiale, la contribution de la technologie moderne des communications, la résolution de certains des problèmes apparemment insolubles de la société contemporaine, la nature et les effets du système alimentaire, de la nutrition et du régime alimentaire modernes, ainsi que l'économie internationale en tant que système de transmission pour les modes de vie—mais nous ne devrions pas nous laisser décourager par les corrélations. En les affrontant carrément, nous finirons par être à même de résoudre certaines de nos difficultés et d'exercer un meilleur contrôle sur la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Ce séminaire ou quelques séminaires n'y changeront pas grand-chose, pourriez-vous être tentés de dire. Néanmoins, s'ils sont tenus à une période stratégiquement importante, ils peuvent exercer un effet considérable. Ils peuvent être une semence qui fera naître un

nouveau processus et une nouvelle orientation. Le fait même que nous tenions à présent ce séminaire, à la suite du succès remporté par la réunion à haut niveau de la CEE sur l'environnement, indique, à mon sens, que le moment est venu d'adopter une nouvelle orientation.

Nous avons considéré qu'il fallait d'abord que les questions concernant les autres modes de développement soient approuvées à l'échelon régional grâce aux échanges de vues entre pays, leurs planificateurs et leurs dirigeants, ainsi que leurs intellectuels, et à travers l'explicitation des problèmes, des expériences et des points de vue particuliers. Les commissions économiques régionales de l'ONU constituaient en l'occurrence les partenaires naturels pour cette entreprise. Les trois séminaires tenus jusqu'à présent—ceux de la CEA, de la CESAP et de la CEPAL—ont prouvé que nous avons fondamentalement raison en ce qui concerne nos hypothèses et nos attentes. Ils ont été très différents les uns des autres en dépit des conclusions et des thèmes fondamentaux qu'ils ont partagés.

La région de la CEE occupe une place particulière d'importance critique dans cet exercice coordonné. Il y a à cela au moins trois raisons essentielles.

Premièrement, les pays de la région de la CEE assument la part principale de responsabilité dans les incidences matérielles dues à l'activité humaine sur l'environnement mondial. Leurs activités et la satisfaction de leurs besoins exercent bien au-delà de leurs frontières des effets directs ou indirects et, en certains cas, elles touchent même aux limites extrêmes de tolérance de la biosphère. De façon aussi bien relative qu'absolue, ce sont des utilisateurs prodigues des ressources naturelles. En conséquence, c'est dans cette région qu'existe le plus grand besoin d'agir, ainsi que des possibilités considérables d'amélioration en vue de réaliser une utilisation rationnelle et durable de l'environnement et des ressources du globe.

Deuxièmement, ce sont les pays de la région de la CEE qui ont mis au point les modes de vie et de développement prédominants. Ceux-ci, incarnés en différents modèles, sont diffusés et transmis, volontairement ou non, dans l'ensemble du monde grâce aux effets de démonstration, au commerce et à l'investissement internationaux, au transfert de la technologie et du savoir-faire, aux modèles exogènes de consommation, à l'information et à la publicité, à la diffusion des modèles culturels, etc. Les pays auxquels tout cela s'adresse n'ont

souvent pas eu d'autre choix que de se conformer. En effet, le plus souvent ils se sont engagés dans l'imitation sans en avoir pleinement évalué les diverses implications.

Troisièmement, ce sont les pays de la région de la CEE qui ont fait l'expérience la plus sévère, bien qu'à des degrés variables, des conséquences indésirées — sociales, politiques, économiques et écologiques — des modes de vie et de développement actuels. Partout se manifestent des tensions. La région a été, en conséquence, de bien de façons à l'avant-garde des débats et de l'action pratique novatrice, comme le démontrent clairement bon nombre de documents de base. Il est évident que les variantes du développement seront d'importance mondiale, non pas seulement au titre d'exemples d'utilité directe à d'autres, mais aussi en tant que façon d'assurer que les diverses options du développement ne sont pas hypothéquées pour les pays qui se sont engagés un peu trop tard dans le processus du développement pour pouvoir bénéficier de l'accès pratiquement sans contrainte à l'environnement et aux ressources du globe dont ont disposé les pays industrialisés jusque récemment.

Nous sommes très satisfaits de la diversité et de la qualité des documents de base et remercions aux gouvernements, aux institutions et aux experts des contributions qu'ils ont faites. C'est heureux, en outre, que les rapporteurs du Séminaire et le groupe d'experts aient entrepris la tâche délicate d'extraire et de mettre en évidence les questions clés afin de contribuer à rationaliser vos délibérations au cours de la semaine à venir. Je me contenterai donc de faire quelques remarques générales qui, je crois, intéressent particulièrement votre examen des stratégies convenant à la période de transition avec le siècle prochain ou, plus exactement, avec le prochain millénaire. Permettez-moi d'en parler de façon succincte.

La société vulnérable. La vulnérabilité est en train de s'introduire progressivement dans nos sociétés: vulnérabilité à la dislocation de systèmes très compliqués et vulnérabilité aux graves risques inhérents à certains de nos exploits scientifiques et technologiques les plus en pointe. Cette vulnérabilité est ressentie douloureusement au niveau de l'individu et de la famille. Il est devenu nécessaire de prévoir et d'assurer une certaine élasticité de nos sociétés. Il nous faut discerner les jointures qui présentent des faiblesses et mettre au point d'autres solutions ou, du moins, prévoir des positions de repli.

La main invisible. Il a été soutenu que la main invisible du consommateur et celles des fournisseurs ou des producteurs ont créé, en concurrence les unes avec les autres, les nombreux dilemmes et problèmes d'environnement et de ressources naturelles que connaissent à présent les sociétés modernes et qu'elles sont à la racine des difficultés engendrées par les modes de production et de consommation et les styles de vie actuels.

De fait, il vient un moment où même ceux qui sont des partisans acharnés du principe de la main invisible prennent conscience que la somme totale des choix qui s'offrent aux consommateurs, guidés en général par ceux qui produisent et veulent vendre, n'est plus tenable ni viable. Je crois que nous avons déjà atteint ce point dans certaines sociétés où il nous faut nous demander une question très simple mais qui a des implications fondamentales, à savoir: "Comment mesurer la satisfaction?". Il est tout à fait évident que cette question ne s'applique pas aux innombrables millions de personnes qui, dans les sociétés d'abondance, s'efforcent de joindre les bouts et mènent une vie de privation matérielle. Il s'agit plutôt d'une question générique, fondée sur le prémisses de la réalisation de la justice et d'une qualité de la vie satisfaisante pour tous. Elle est aussi liée très étroitement à la situation de ceux sur cette terre dont le besoin le plus fondamental en alimentation est encore loin d'être satisfait. Dans un contexte plus large, elle porte aussi, en conséquence, sur la question de la justice mondiale.

Nous devons nous demander quels sont les objectifs et le sens du processus de production et d'un marché incontrôlé. Il sera nécessaire d'examiner à nouveau tout le mécanisme de production, de l'expurger de certains objectifs qui s'avèrent de plus en plus néfastes dans la poursuite des buts de la société et lui donner de nouveaux fondements théoriques.

Le rôle de la connaissance et de la compréhension. L'individu des sociétés industrialisées a souvent été calomnié et blâmé pour son comportement gaspilleur. Nous ne devons cependant pas oublier qu'il est un produit de la société et qu'il agit d'une certaine façon parce que la société exige ou permet qu'il le fasse.

De toute façon, le rôle et le comportement de l'individu est d'importance cruciale. La manière dont son rôle peut évoluer dans une société donnée est une question à être résolue par cette société. Il est cependant primordial que l'individu soit partout bien informé. Il importe que les gens commencent à comprendre l'ensemble de la

question, les corrélations et les effets mondiaux d'actions apparemment différentes et sans aucune relation les unes avec les autres, y compris les leurs, au sein d'une société moderne complexe. Seulement alors pouvons-nous compter sur une opinion publique correctement informée qui, en elle-même, constitue une force primordiale en vue du changement, d'une part parce qu'elle propose elle-même des solutions novatrices et, d'autre part, parce qu'elle donne son appui à ce qui serait autrement des mesures impopulaires, au lieu de s'y opposer. Nous devons également refaçonner notre système d'enseignement afin de donner une base plus fondamentale d'informations et de connaissances aux futurs citoyens et de leur fournir des nouvelles valeurs et un nouvel ensemble de critères pour s'orienter dans la vie.

Décentraliser et centraliser. Ces deux concepts ne sont pas nécessairement aussi opposés l'un à l'autre qu'ils peuvent le paraître à première vue. S'ils sont mis convenablement en application dans une société donnée, ils peuvent nous fournir des solutions à un grand nombre de problèmes dont nous nous préoccupons dans ce Séminaire.

Le rôle de la soi-disante "base" populaire est de la plus haute importance. C'est dans le milieu où il travaille et vit que le citoyen fait l'expérience, dans son propre microcosme, des manifestations des problèmes et des crises concernant l'environnement et les ressources naturelles. Il nous faut mobiliser la créativité de la communauté locale et du lieu de travail; ceci ne peut être réalisé que si l'on donne aux citoyens le droit de s'occuper de leurs propres problèmes et de participer à la prise de décisions vitales qui influent sur leur environnement et leur bien-être.

Sur le plan collectif, il est évident que la société elle-même doit s'intéresser bien davantage à jouer un rôle dans la recherche de solutions aux problèmes d'environnement et de ressources naturelles. Nous ne pouvons plus nous permettre de laisser certains des problèmes et processus les plus critiques évoluer à leur guise. Une société doit savoir où elle va et où elle veut aboutir. Des objectifs à formulation générale se traduiront alors en actions appropriées à différents niveaux de la prise de décisions. Quand nous parlons de "centraliser", nous ne voulons évidemment pas dire un système pyramidal rigide, mais plutôt que certains problèmes ne relèvent plus de méthodes morcelées et irresponsables. Nous voulons aussi dire que nous ne pouvons plus nous permettre de ne pas savoir ce à quoi aboutit et de quoi est composée la somme totale des actions de la société, en parti-

culier en ce qui concerne les implications pour l'avenir et leur possibilité de circonscrire les choix et la liberté d'action. La centralisation et la décentralisation des processus de prise de décisions sont perçues et pratiquées différemment dans les divers pays de la région de la CEE. Je voudrais souligner ici l'importance de tout l'appareil de la prise de décisions qui va du niveau du citoyen particulier jusqu'à celui de la société dans son ensemble.

Les coûts et avantages à long et court termes. La réaction et l'action de la société et des gouvernements aux questions environnementales ont été entravées par les problèmes d'incorporer effectivement les objectifs à plus long terme dans la prise de décisions et de résoudre l'équation des coûts et avantages.

Ce qui est en jeu, ce sont le paradigme et le mécanisme économiques actuels, y compris le système comptable. Il n'est pas facile de comptabiliser certaines des nouvelles préoccupations de la société relatives à l'environnement au moyen de l'analyse économique traditionnelle ou de les évaluer quantitativement. Ainsi si un décideur perçoit facilement les coûts quantifiés de diverses mesures environnementales, les coûts du statu quo sont beaucoup plus flous et difficiles à justifier dans n'importe quelle situation de conflit par rapport à la prise de décisions. Cette question exige une attention particulière au cours des efforts de mise au point de modes de vie et de développement écologiquement sains et viables.

La question des ressources financières. Une des pierres d'achoppement pour bon nombre d'actions particulièrement importantes en vue d'améliorer l'habitat ou de mettre au point de nouvelles techniques écologiquement saines, a été l'absence de ressources financières nécessaires, provoquée par les revendications pressantes et concurrentielles de toute somme disponible. C'est une autre question qui réclame une attention et une action systématiques. Peut-être le premier pas consiste-t-il à placer plus haut les objectifs du développement écologiquement sain dans l'échelle des intérêts publics, à une position comparable à celles de la santé et de l'enseignement, ce qui leur assurerait des ressources matérielles plus importantes.

Un des documents présentés au Séminaire discute de la question du désarmement et des autres modes de développement. Si, grâce à une reconversion des priorités gouvernementales, une part même minime des ressources financières, scientifiques et technologiques qui sont bloquées dans la course aux armements et l'établissement

militaire pouvait être dégagée et allouée à la mise au point de modes de développement écologiquement sains et viables, nous franchirions un pas de géant vers l'amélioration de la qualité de la vie pour le genre humain.

Il sera aussi nécessaire de mettre les ressources en commun. Si nous nous attaquons séparément à un problème particulier, chacun à partir de son coin, non seulement gaspillerons-nous les ressources et les talents, mais nous perdrons également un temps précieux. Ceci nous ne pouvons nous le permettre. Il nous faut coordonner nos efforts et travailler ensemble à des projets communs. Le potentiel de l'action commune est évident et il s'est avéré que cela produit de bons résultats.

Nous commençons aussi à penser à un régime fiscal international dont une partie des ressources obtenues de la sorte serait allouée à des activités en relation avec le développement écologiquement sain et viable. Nous pourrions, en fait, franchir une étape supplémentaire et instituer des collectes de contributions bénévoles de la part des citoyens à l'intention de projets très spécifiques comme par exemple, ceux qui ont trait à l'utilisation de l'énergie solaire. Ces projets auraient de l'attrait pour le citoyen qui, j'en suis sûr, accepterait d'y contribuer sa part et son intérêt.

Justice et interdépendance mondiales. Au cours des dernières années, des voix se sont fait entendre dans le monde industrialisé sur le sujet du tissu mondial d'interdépendance. Le problème énergétique en a été avant tout l'occasion, mais aussi la prise de conscience que nous tous sommes reliés les uns aux autres grâce à "l'écosphère" et que finalement nous dépendons les uns des autres. Il n'est cependant pas possible de considérer cet aspect d'interdépendance sans tenir compte des questions de justice mondiale et de relations entre les pays industrialisés et ceux en développement. Certains des documents du Séminaire se sont attachés à ces questions. Il faut essentiellement que nous soyons très conscients du fait que la recherche dans la région de la CEE de solutions à certaines des difficultés d'environnement et des ressources naturelles est susceptible de s'accomplir, du moins en partie, au détriment des nations faibles et pauvres et au moyen de la lutte des nations puissantes pour l'obtention du contrôle des fournitures décroissantes des ressources non renouvelables. Ces questions sont vraiment en relation mutuelle; aussi l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la mise sur pied d'autres modes de vie et de développement dans la

région de la CEE, ainsi que dans les régions en développement, devraient-elles constituer un processus intégré, consciemment orienté. Dans un tel ensemble, il sera beaucoup plus facile de trouver des solutions satisfaisantes pour tous, d'évaluer les choix et les arbitrages et de déterminer les obligations et responsabilités spécifiques des pays dans l'obtention des buts fixés.

La question du leadership. Mon dernier point porte sur la perspicacité et le leadership qui constituent des conditions nécessaires au succès de notre entreprise. Nous sommes engagés dans la création de l'avenir. La région de la CEE a la chance de disposer de la plus grande part de ce qui est nécessaire à la réalisation de cet objectif. Notre réflexion sur ces problèmes et notre compréhension de leurs aspects ont atteint le point où il est possible d'entreprendre des actions dans de nombreux domaines. Un leadership bien informé, résolu et perspicace est nécessaire pour nous rassembler tous dans l'effort commun.

Ce Séminaire PNUE/CEE est l'avant-dernier de la série. Celui pour la région de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) aura lieu en janvier. Nous avons ensuite l'intention de convoquer un séminaire interrégional qui synthétisera les conclusions des séminaires régionaux pour aboutir à une déclaration sur le problème à partir d'une perspective mondiale. Les conclusions et les recommandations qui en résulteront seront utilisées par le PNUE pour contribuer aux préparatifs de la nouvelle stratégie mondiale du développement, ainsi qu'au débat en cours sur la nature, la signification et la finalité des objectifs du développement.

Ce qui importe tout autant, c'est l'insertion de questions et de problèmes spécifiques dans les programmes de travail de nos organisations respectives. Mais le plus important, c'est de voir ces questions placées parmi les préoccupations et les objectifs prioritaires des sociétés et des gouvernements, chacun avec ses méthodes et problèmes particuliers et chacun mobilisant ses ressources matérielles et intellectuelles.

Vous allez, bien sûr, vous attarder longuement aux questions philosophiques et techniques, à celles de principe et d'organisation sociale. Toutefois il importe que l'aboutissement essentiel de ce Séminaire soit un ensemble de recommandations concrètes en vue de recherche et d'action supplémentaires afin de nous mener plus loin que là où nous nous trouvons aujourd'hui.

Je crois qu'il serait extrêmement utile que vous cerniez également les principaux obstacles qu'il faudra affronter, ce qui constituerait la première démarche dans la conception de stratégies en vue de les surmonter. De même, vous êtes sans doute en bonne position pour discerner les opportunités spécifiques qui sont offertes concernant la question de l'environnement et des ressources naturelles, celles qui comportent les plus grandes promesses de résultats rapides et de redressement de certains des problèmes les plus graves auxquels nous sommes affrontés aujourd'hui. Je crois que ce discernement serait très utile à nous qui appartenons à des organisations internationales ainsi qu'aux gouvernements. Il en irait de même pour ceux qui ne font partie ni de gouvernements ni d'organisations internationales et qui apportent déjà une contribution importante au débat et aux approches de ces problèmes.

Permettez-moi de dire en conclusion que de très jeunes gens devraient participer à cette réunion, car nous débattons ici de ce que sera un jour le monde dont ils vont hériter. Nous devrions nous sentir satisfaits de contribuer de l'espoir au stade initial d'un processus d'importance fondamentale.

Séminaire sur les modes de vie et de développement de remplacement pour la région de l'Asie occidentale

Liban, janvier 1980

Organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission économique de l'ONU pour l'Asie occidentale (CEAO)

Déclaration liminaire de M. RAMSES MIKHAIL

Directeur de la Division de l'évaluation de l'environnement et représentant du Directeur exécutif du PNUE

En procédant à l'ouverture du Séminaire au nom de M. Mostafa Tolba, Directeur exécutif du PNUE, M. Ramses Mikhail a exprimé au Secrétariat de la Commission économique pour l'Asie occidentale sa profonde gratitude pour l'appui qu'il avait apporté aux préparatifs du Séminaire qui, espérait-il, stimulerait à une action concrète pour permettre aux modes de développement écologiquement sains et socio-économiquement acceptables de se réaliser dans la région de l'Asie occidentale.

Il se déroule un débat de grande portée sur la signification et la finalité des buts et objectifs du développement. Ce débat a préoccupé des gens de toutes les couches sociales des pays développés et en développement, ainsi que les dirigeants nationaux et internationaux dans l'ensemble du monde. Il est néanmoins clair qu'en pratique, ce débat n'a pas exercé d'effets sensibles soit sur les modes de consommation et les styles de vie des gens, soit sur les politiques officielles en matière de croissance économique ou de développement. Un désenchantement et même un quasi-désespoir sont particulièrement manifestes lorsqu'il s'agit de :

- la suppression de la pauvreté et de la privation matérielle;
- la répartition inégale de la croissance économique entre différents pays, unités géographiques et groupes de population;
- la poursuite de l'autosuffisance nationale et de l'identité culturelle;

- la protection et la mise en valeur de l'environnement, accompagnées du maintien et de l'amélioration de la qualité de la vie.

L'environnement ne constitue visiblement qu'un des points de référence de cette recherche mais, à mon sens, il est d'importance cruciale en raison de quatre facteurs vitaux :

Premièrement, il oblige les analystes et les conseillers à tenir compte avec compassion du bien-être des jeunes et de ceux qui sont encore à naître. Il en va ainsi non seulement par rapport aux contrôles des niveaux et des genres de pollution de l'environnement, mais aussi par rapport au maintien et au renforcement même du stock de ressources naturelles essentielles.

Deuxièmement, il fait prendre conscience des risques réels que font courir à la vie même de l'homme le pillage continu des ressources naturelles et l'abus de l'environnement.

Troisièmement, il exige que l'ordre public soit carrément concerné par le problème de la pauvreté absolue et de la dégradation concomitante de l'environnement.

Quatrièmement, il met à nu les implications du fonctionnement aveugle des forces du marché mondial pour le bien-être de ceux qui s'engagent tardivement dans le développement.

Cinquièmement, il suscite de nouvelles opportunités d'orienter la poursuite du bien-être humain en fonction de facteurs susceptibles d'aider l'homme à vivre en harmonie avec la nature et avec ses semblables.

Bref, les facteurs environnementaux représentent à la fois des contraintes et des opportunités qui, dans l'élaboration de stratégies et de modes de développement, vont permettre une amélioration rapide et viable de la qualité de la vie pour la majorité des gens sur terre. Ceci ne peut garantir par lui-même une "naissance" automatique de l'harmonie internationale; mais il n'y a pas de doute qu'une appréciation bien informée de la part des responsables des pays développés et de ceux en développement du rôle que jouent les facteurs environnementaux dans le développement, a plus de chance de hâter et de favoriser la coopération internationale en vue du développement que d'y faire obstacle. Par ailleurs, pour que les facteurs environnementaux aident au maximum à faire de bons choix en matière de développement, il importe de ne pas les considérer isolément mais comme faisant partie intégrante des dimensions économiques, sociales et culturelles du développement.

A cet égard, au cours de ses années de formation, le PNUE s'est efforcé avec persistance de mettre clairement en relief deux aspects :

1) les conséquences négatives et positives pour l'environnement des actions et politiques de développement particulières dans les diverses sphères de l'activité humaine;

2) la façon détaillée et dynamique dont l'environnement et le développement sont reliés l'un à l'autre et agissent l'un sur l'autre.

Si le premier aspect implique une recherche sans fin de variantes concrètes et écologiquement prudentes sous forme de pratiques, de produits, de techniques, de méthodes, de conceptions et de politiques appropriées, le second aspect représente, dans une large mesure, un effort pour situer l'environnement dans une perspective globale exacte en vue du développement et de sa planification. Cette dernière recherche a conduit inévitablement le PNUE à s'efforcer non seulement à déterminer à nouveau la façon dont il faudrait atteindre des objectifs précis du développement, mais aussi à préciser à nouveau le contenu du développement lui-même.

D'un point de vue environnemental, il est inadmissible d'assimiler le développement à la croissance du produit national bien que, dans le cas surtout des pays pauvres, cette dernière est nécessairement concomitante du premier. Le développement dans les pays riches comme dans les pauvres doit signifier une amélioration de la qualité de la vie pour la majorité des gens et l'élimination des conditions de pauvreté absolue et de privation matérielle. De plus, il s'agit de le réaliser de façon qui soit compatible avec :

- a) l'utilisation parcimonieuse des ressources naturelles;
- b) le respect de l'intégrité des écosystèmes;
- c) la minimisation de la dégradation de l'environnement;
- d) l'utilisation maximale des complémentarités éventuelles entre la mise en valeur de l'environnement et le développement.

Comme vous le savez, les préoccupations environnementales ont tout d'abord fait l'objet d'une articulation répandue dans le contexte de l'expérience de croissance des pays développés. De plus, à cette époque, la solution des problèmes environnementaux a été surtout envisagée sous l'angle curatif ou palliatif. C'était, bien sûr, un cadre de référence trop limitatif pour le véritable rôle, positif ou négatif, que jouent les facteurs environnementaux dans le développement. En conséquence, au cours des premières années, le PNUE s'est quelque peu préoccupé de faire prendre conscience à l'opinion

publique, aux dirigeants, aux universitaires et aux organisations internationales du rapport inévitable, intime et jouant dans les deux sens entre l'environnement et le développement.

Parmi les principaux points sur lesquels le PNUE a insisté à cet égard se trouvent les suivants:

1) Le développement économique constitue un phénomène universel et les implications du développement (ou de la croissance) pour l'environnement sont tout aussi réelles dans les pays développés qu'elles le sont dans les pays pauvres. Les conséquences et les opportunités pour l'environnement diffèrent en fonction du contenu du développement et de la conjoncture initiale prévalente. Mais on n'a jamais douté qu'il est tout aussi nécessaire de rechercher dans les pays développés d'autres modes de développement écologiquement prudents qu'il l'est dans les pays en développement.

2) Il est beaucoup moins coûteux et beaucoup plus efficace d'incorporer intégralement au départ les facteurs environnementaux dans la prise de décisions et la planification en vue du développement que de réagir à ces facteurs à un stade ultérieur, une fois que le développement est devenu réalité. Le PNUE s'occupe à présent de démontrer, au moyen d'études de cas concrets comportant des analyses de coûts-avantages des mesures environnementales, la validité de cette proposition dans le domaine de l'industrie.

3) Les questions environnementales transcendent souvent les juridictions nationales, même lorsqu'elles se manifestent dans des contextes nationaux particuliers. En conséquence, la coopération internationale est absolument indispensable si l'on veut orienter le cours du développement mondial en fonction de principes écologiquement prudents. Ce n'est pas seulement vrai en ce qui concerne l'utilisation et la gestion des ressources naturelles partagées, mais aussi par rapport au commerce international des ressources naturelles peu abondantes et à la préservation du patrimoine commun du genre humain tel que les forêts tropicales et la faune sauvage menacées d'extinction.

L'environnement ne constitue pas un secteur ou un domaine en lui-même, mais fait partie inévitablement, du fait à la fois de ses qualités limitatives et valorisantes, de tous les aspects du développement. En conséquence, l'incorporation convenable des facteurs environnementaux au développement exige que toutes les organisations et organismes sectoriels—qu'ils soient nationaux ou internationaux—repensent sérieusement les objectifs et les stratégies.

Elle réclame, en outre, des approches interdisciplinaires aux analyses des problèmes et des questions. De plus, elle implique la nécessité que la recherche de variantes pour le développement qui soient écologiquement prudentes s'interpénètrent avec celle entreprise en fonction d'autres facteurs pressants tels que le soulagement de la pauvreté, la création de conditions de plein emploi et l'accroissement de l'auto-suffisance nationale.

Il n'existe pas de solution universellement valable au problème du développement écologiquement prudent. Les solutions optimales seront déterminées en grande partie par la conjoncture initiale. Dans une situation de pauvreté très répandue, avec la dégradation de l'environnement qui l'accompagne, il faut prêter attention en priorité à la réalisation d'améliorations durables dans les niveaux de vie des pauvres. Dans une situation de modes de consommation à forte intensité de ressources et d'énergie, il faut envisager sérieusement la question d'un changement des styles de vie en direction d'une plus grande austérité. Dans une situation d'inefficacité et de gaspillage au cours de la conversion des intrants en extrants, il faut entreprendre une sérieuse recherche d'une technologie appropriée qui soit écologiquement rationnelle et socialement satisfaisante. Dans une situation de pressions démographiques excessives sur des écosystèmes fragiles ou de développement pathologiquement "dualiste", il faut explorer systématiquement la possibilité d'un développement géographiquement équilibré, et ainsi de suite. Il n'y a donc pas nécessairement antithèse entre la croissance et le développement; la composition et la répartition de la croissance est d'importance cruciale, de même que la technologie au moyen de laquelle elle se réalise et le cadre institutionnel et structurel dans lequel elle se produit.

Il est nécessaire d'influencer les attitudes et les perceptions des gens au moyen de l'éducation et de la formation en matière d'environnement et de la diffusion de la sagesse et des connaissances traditionnelles concernant les ajustements des populations aux conditions et aux changements de l'environnement. Il importe, lorsqu'on met au point d'autres modes de développement, de tirer parti de ces connaissances traditionnelles et de ces styles d'ajustement à l'environnement. Par ailleurs, il n'est pas possible de garantir l'applicabilité et la viabilité pratique d'autres modes de développement à moins d'une participation large et bien informée à la prise de décisions à toutes les étapes du développement.

J'ai déjà dit qu'une des contributions importantes du PNUE au débat sur les variantes pour le développement a été son insistance sur le caractère inéluctable de la coopération internationale en vue d'aboutir à d'autres modes de développement qui soient prudents du point de vue de l'environnement. La communauté internationale est en train de délibérer au sujet de la formulation d'une nouvelle stratégie du développement pour les années 80. C'est peut-être intéressant pour vous de noter que, dans une communication au Comité de l'ONU de la planification du développement, le PNUE a insisté sur les aspects suivants :

“Un grand nombre de problèmes environnementaux des pays en développement sont une conséquence de la relation asymétrique entre nations. La structure et les scénarios du commerce international, de l'investissement, du financement et de la division du travail, du transfert de la technologie, de l'exploitation des ressources naturelles, de la diffusion des modes de vie et de développement, sont souvent les agents qui contribuent aux problèmes de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement des ressources dans le tiers monde. Des exemples en sont fournis par les incidences sur l'environnement de la monoculture et des cultures de rapport, la surexploitation des ressources biologiques de la nature, l'épuisement rapide de certaines ressources minérales en vue de satisfaire les besoins de modes de production et de consommation à forte intensité de ressources dans les pays développés, la dégradation et la pollution des terres provoquées par les activités minières et industrielles, etc. Afin de régler ces problèmes, les pays développés adoptent, en vue de protéger leur environnement, des mesures qui exercent un effet croissant à la fois sur les économies et l'environnement des pays en développement. Des exemples évidents sont, entre autres, les restrictions à motivations écologiques sur les importations qui engendrent une perte de revenus d'exportation dans les pays en développement, les coûts élevés des marchandises manufacturées et des biens d'équipement provenant de l'application de normes environnementales dans les pays industrialisés, la redistribution des activités économiques pour des raisons environnementales.”

Bien entendu, il ne peut être question d'une seule méthode, universellement acceptable, pour la réalisation d'un développement socialement satisfaisant et viable. En même temps, il est clair qu'il est nécessaire de fonder les méthodes et les solutions spécifiques adaptées aux situations particulières sur une étude intégrée des questions en

cause. On peut réaliser beaucoup par le discernement et l'adoption de solutions concrètes et écologiquement prudentes en certaines circonstances. Il est peut-être possible de réaliser bien plus encore en fournissant à l'appareil méthodologique de l'évaluation des coûts et avantages des variantes pour l'environnement et le développement, une base plus étendue qui englobe les facteurs de qualité de la vie des populations concernées. D'autre part, il demeure également important d'orienter les négociations internationales au sujet de diverses questions vers la création de conditions de véritable interdépendance entre pays et l'institution, dans le cadre d'un nouvel ordre économique international, de la nouvelle stratégie du développement qui servira au mieux les intérêts des pays développés comme de ceux en développement.

La plupart des documents mis à votre disposition illustrent assez longuement le mobile de l'adoption d'une approche intégrée à la solution des problèmes d'environnement et développement. La région de la CEAO se trouve dans une position spéciale lorsqu'on étudie ce qu'il s'agit de faire pour mettre au point des modes de développement écologiquement sains. Vous avez tous une bonne compréhension des problèmes sociaux et environnementaux que soulèvent l'industrialisation et la croissance économique en cours. En même temps, il est possible que vous ayez fait l'expérience — ou que vous soyez en train de la faire — des graves problèmes sociaux et environnementaux qu'engendrent la pauvreté, les inégalités patentes dans la répartition des avoirs et du revenu, et les écarts entre régions dans les niveaux de vie et la mise en valeur des ressources. C'est pourquoi la CEAO et le PNUE se réjouissent des échanges empreints de franchise que vous aurez entre vous.

Le PNUE est en train d'organiser pour le mois de mars une réunion interrégionale à laquelle participeront les Secrétaires exécutifs des Commissions régionales de l'ONU; elle aura pour but de synthétiser les résultats des séminaires régionaux. Les recommandations de la réunion interrégionale feront l'objet d'un rapport à la session extraordinaire de l'Assemblée générale en vue d'un apport à la nouvelle stratégie internationale du développement.

Les documents de base pour ce Séminaire ont cherché à analyser l'histoire et l'état présent de la question environnement et développement afin d'approfondir la compréhension des facteurs qui sont en jeu. Ils offrent une large base à vos délibérations. Mais ce que je considère de plus haute importance, c'est le fonds impressionnant

de connaissances et d'expérience de la planification pratique du développement réuni dans cette assemblée et qui vous permettra d'étudier la nature et l'applicabilité d'autres modes de vie et de développement qui soient viables et satisfaisants.



LES SÉRIES DE PUBLICATIONS DU PNUE

La **Série cadres** fait connaître l'élaboration fondamentale des politiques, la façon d'aborder les principales questions et les événements importants relatifs à l'environnement aux décideurs, aux responsables gouvernementaux, aux planificateurs comme à tous ceux qui participent activement à la protection de l'environnement dans les secteurs privé et public.

La série des **Cahiers du PNUE** offre des analyses théoriques, des documents relatifs aux politiques adoptées et des études scientifiques et techniques produites par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ces textes serviront à tous ceux qui participent aux recherches et à leur application dans les domaines de l'évaluation et de la gestion en matière d'environnement. La plupart de ces ouvrages sont le fruit d'une collaboration entre le PNUE, d'autres organismes internationaux et les gouvernements.

La **Série technique** du PNUE comporte des compte-rendus de conférences et de réunions de travail, des guides pour les réunions, ainsi que des rapports techniques et scientifiques. Elle répond aux besoins des écologistes, des scientifiques, des chercheurs, des experts et des administrateurs des secteurs public et privé.

La **Série références** du PNUE fournit des données relatives aux principaux domaines de références couverts par le programme des Nations Unies pour l'environnement. Cette série qui contient à la fois les renseignements à la source et les références fondamentales peut servir à tous ceux qui demandent des faits, des chiffres et des sources d'information relatifs à l'environnement.